

Février 2024

# phare

Le magazine éclairé

**D'OMBRE  
et de  
LUMIÈRE**

# ÉDITO

PAR CHARLOTTE LENNE ET MATHILDE LUCZAK

*Phare* est un magazine qui n'aurait certainement pas eu la même intensité si nous ne l'avions pas achevé juste avant de nous plonger dans le grand bain des médias. Ce projet sonne comme un mot d'adieu après trois années passées entre les murs de l'École de journalisme de Toulouse. Parce que la raison d'être d'un phare est de guider les marins, de combattre l'errance et d'influencer une trajectoire, nous avons cherché à lui donner une dimension plus symbolique en l'observant à travers la simplicité du quotidien.

Si vous allez à Lourdes, regardez les gens autour de vous et contemplez leur foi. Cette foi, qui illumine la vie de milliards de croyants dans le monde, est aussi sacrée que l'est l'art-thérapie pour les patients atteints de troubles mentaux. Grâce au dessin, ces gens apprennent à vivre, ou revivre, en marge d'une société hostile aux différences.

Cette lueur d'espoir peut aussi s'incarner à travers des hommes et des femmes, en faveur de la paix et de la liberté. Elles s'appellent Hengameh Yahyazadeh, Hamida Aman, Valeria Shashenok et Assia Kilani. Dans des régions en guerre ou gouvernées par des régimes tyranniques, ces femmes fortes affirment leur rébellion et s'érigent comme des lumières dans l'obscurité.

Mais quand celle-ci s'affaiblit, difficile de rester dans le chemin tracé depuis des décennies. Tom n'a plus envie d'avoir d'enfants. Jacqueline veut décider de sa propre mort. Tel est le tragique rôle d'un phare qui oriente les esseulés, autant qu'il peut les plonger dans la pénombre. Pour autant, cet unique numéro de *Phare* n'a pas vocation à tomber dans le manichéisme... Nous ne sommes ni sociologues, ni donneurs de leçons mais de jeunes journalistes soucieux de ce qui nous entoure, sensibilisés par nos propres expériences. Et comme le disait l'écrivaine britannique Virginia Woolf : « Une lumière ici requiert une ombre là-bas. »

# SOMMAIRE

INCANDESCENCES



**6**

LOURDES,  
VILLE LUMIÈRE

---

**12**

LES LIVRES  
DUBOIS DORMANT

---

**16**

PORTFOLIO  
LES ENFANTS  
DE LA TÉLÉ

---

**22**

ART-THÉRAPIE, ZONE  
D'EXPRESSION LIBRE

---

LUEURS



**26**

PORTRAITS  
ASSIA KILANI  
HENGAMEH YAHYAZADEH

---

**30**

ENTRETIEN  
HAMIDA AMAN

---

**32**

PORTRAIT  
VALERIA SHASHENOK,  
L'UKRAINE AU SMARTPHONE

---

**34**

LEGIO NOSTRA GLORIA,  
LES DESTINS LIÉS

---

EXTINCTIONS



**40**

ENQUÊTE  
UN, DEUX, TROIS,  
SOMMEIL

---

**46**

COLD CASES,  
AFFAIRES CLASSÉES ?

---

**48**

DÉCRYPTAGE  
CIAO BABY

---

**52**

LA PRESSE LOCALE  
AMÉRICAINNE  
EN CHUTE LIBRE

---

# INCANDESCENCES

« Il y a une lumière vive  
qui émane de la routine  
quotidienne, si l'on  
prend le temps de la  
remarquer »

John Milton



**Érigée en véritable temple de lumière de la foi chrétienne, la ville de Lourdes accueille chaque année plus de trois millions de pèlerins venus du monde entier. Entre symbole du « kitsch » et destination d'espérance, plongée au coeur du sanctuaire marial implanté au beau milieu des Pyrénées.**

PAR MAXENCE DAGUIER / PHOTOS : PAUL GUYO

Deux fidèles en pèlerinage à Lourdes.



**E**milia, John, Jessinta, Patrice et Justine ne se connaissent pas. Ils viennent des cinq continents et ne se sont jamais vus. Leur seul point commun, celui de se rendre à Lourdes, comme des centaines de milliers d'autres. Ce samedi de décembre, les températures sont douces et certains font tomber la veste. Japonais, Espagnols, Canadiens, Libanais, Ukrainiens, Polonais, Malaisiens se croisent sur le parvis de la basilique Notre-Dame-du-Rosaire. Parmi eux, une femme détonne, emmitouffée dans son écharpe. Ses yeux sont encore brillants. Et pour cause, Justine vient de parcourir plus de 4 000 kilomètres, depuis Abidjan en Côte d'Ivoire où elle vit pour se rendre dans cette petite ville des Hautes-Pyrénées. « Comme pour tout catholique, c'est vraiment un rêve de venir ici, sur les pas de la Vierge », dit-elle envahie par les émotions. Comme beaucoup, elle aussi a choisi Lourdes pour une demande commune, celle de « la grâce de l'enfantement ».

# LOURDES

## ville lumière

Le long du gave de Pau, la rivière qui descend des Pyrénées et traverse la ville, Patrice a le sourire. Dans sa main gauche, sa canne ne lui sert plus d'appui. Comme si la douleur n'existait plus. Dans l'autre, son appareil photo avec lequel il demande aux passants de l'immortaliser, sous tous les angles, mais avec une requête : « Essayez qu'on ne voit pas ma canne, car après mon passage à Lourdes, ce truc va disparaître. » L'année dernière, alors qu'il passe des vacances à Kinshasa en République démocratique du Congo

où il est né, le quinquagénaire est victime d'un accident vasculaire cérébral. « Apparemment, je m'en suis bien sorti », conçoit, tout en cherchant ses mots, celui qui habite depuis trente ans à Québec. Il a décidé de faire le voyage seul, « pour dire merci à Dieu et à sa mère de m'avoir sauvé ». À l'image de Patrice, chaque année, ce sont plus de trois millions de personnes qui se rendent au sanctuaire de Lourdes pour profiter des 10 000 messes annuelles dans les trois basiliques et des 25 chapelles et églises que compte le site de 55 hectares, élevé au titre de sanctuaire national par les évêques de France en 2011. Mais le lieu accueille depuis bien plus longtemps. L'histoire commence en 1858. Du 11 février au 16 juillet, la grotte de Massabielle a abrité les 18 apparitions de la Vierge Marie à Bernadette Soubirous, une jeune Lourdaise de 14 ans. Six ans après, une statue de la madone est érigée dans la cavité devant plus de 20 000 personnes, dont plus de 200 prêtres. Près de 160 ans plus tard, le lieu fait toujours sensation et n'a cessé d'accueillir les pèlerins venus du monde entier.

## Une eau vertueuse

Un lieu également reconnu par les fidèles pour son breuvage vertueux. Lors de la neuvième apparition, une source se serait mise à couler depuis la grotte. Une eau pour laquelle des millions de croyants, ou non, n'hésitent pas à faire des milliers de kilomètres pour se purifier le corps et l'esprit. Elle serait responsable de miracles et de guérisons. À ce jour, 70 miraculés ont été reconnus par un collège d'ecclésiastiques et de scientifiques et plus de 7 000 cas de guérisons ont été enregistrés. Cette vertu fait de Lourdes, « un lieu unique en France et dans le monde », selon Don Julien Fafart, l'un des 30 chapelains du sanctuaire pyrénéen. Un lieu unique forgé par l'histoire de Bernadette Soubirous. « À cette période, c'est la révolution de l'époque moderne et la famille Soubirous a vécu un déclassement social, tombant dans la plus grande pauvreté, explique celui qui officie à Lourdes depuis quatre ans. Les gens peuvent donc s'identifier à elle. » Au-delà des nombreuses nationalités présentes chaque jour, le sanctuaire retransmet en direct et dans quatre langues différentes, des messes sur les télévisions et radios de tous les continents, réunissant plus de cinq millions de téléspectateurs, auditeurs et internautes quotidiens. Don Julien Fafart relève d'ailleurs la « dimension internationale » de Lourdes. « Ce n'est pas fou, c'est incroyable, car cette petite ville des Pyrénées, qui n'est même pas un chef-lieu, est perdue », s'exclame le chapelain qui y voit une comparaison avec Nazareth, « le plus petit village d'Israël où a grandi Jésus », selon la Bible. Pour ceux qui ont pu faire le déplacement, le lieu est saisissant. « Quand je suis arrivée ici, je me suis assise et je me suis mise à pleurer, car sa présence [celle de la Vierge. N.D.L.R.] est si évidente », raconte Jessinta venue

spécialement de Malaisie avec ses parents et son frère. Chapelets autour du cou, Daniela et Javier enchaînent les selfies. « C'est tellement important d'être ici, car c'est un endroit unique qui n'a aucun équivalent dans le monde », explique la jeune Espagnole qui a commencé son pèlerinage à Fatima, autre lieu d'apparition au Portugal. En retrait, assis sur un banc, John et Amy sont venus de Barcelone pour contempler le lieu après être tombés sur des photos sur les réseaux sociaux. Quand le soleil pointe le bout de son nez, il y a pourtant une lumière plus sombre qui scintille. Celle des mosaïques de la basilique, au cœur d'une polémique. Leur créateur, le prêtre jésuite Marko Rupnik, a été mis en cause dans des affaires d'abus sexuels et psychologiques sur des religieuses. Le père slovène a été sanctionné d'excommunication par le Saint-Siège. « La question du statut de ses œuvres et de leur avenir se pose », avait reconnu publiquement, le 31 mars 2023, l'évêque de Lourdes dans un communiqué. « Il faut faire la lumière sur cette affaire, celle de la vérité », commente, lui, Don Julien Fafart qui ajoute : « Ce qui s'est passé est un scandale, il ne faut pas le nier, il faut entendre

**« C'est tellement important d'être ici. C'est un endroit unique. Qui n'a aucune équivalence dans le monde »**

Patrice, originaire du Congo, en pèlerinage à Lourdes.





Procession aux flambeaux réunissant les fidèles.

Don Julien Fafart, chapelain à Lourdes.



la parole des victimes et prendre conscience de leur souffrance. » À ce jour, la décision de retirer ou non ces mosaïques n'est pas encore tranchée, mais l'évêque de Lourdes a émis le souhait d'une décision rapide. À la tombée de la nuit, de l'autre côté du gave, une forte lumière, comme un brasier, attire l'œil. Huit grands arceaux de bois se dressent les uns à côté des autres. C'est dans ce lieu silencieux, à l'écart de la foule de la grotte, que les pèlerins peuvent venir allumer un cierge. Cette année, plus de 400 tonnes de cire ont été consommées dans ces huttes. Dans la dernière d'entre elles, une trentaine d'hommes vêtus de treillis militaires brisent le silence. Une division de parachutistes de Carcassonne entonne un chant. « Ça avait de la gueule quand même », dit l'un, une fois la garde-à-vous levé. Un autre lui répond : « C'est la première fois que j'ai eu des frissons. » Deux minutes plus tôt, devant quelques curieux, ces militaires ont allumé un cierge en l'honneur de saint Michel, le saint patron des parachutistes. « Nous sommes en formation pendant six mois à Pau, et nous sommes venus en pèlerinage à Lourdes, c'est une tradition qui existe depuis l'existence des parachutistes », explique le formateur qui a requis l'anonymat.

## Las Vegas des Pyrénées

Derrière les grilles du sanctuaire, s'ouvre une autre dimension. Ce que l'on pourrait appeler le « Las Vegas des Pyrénées ». Ici, les commerces de piété se comptent par centaines. Et si le thème

« kitsch » n'est pas imposé, il est respecté par la plupart d'entre eux. Néons verts, bleus ou blancs, tout est fait pour captiver l'attention. « L'hermitage », « Alliance Catholique », « Saint Patrick », « Sacré Coeur de Jésus », « Sainte Thérèse » ou « Saint Jean-Paul II » : à Lourdes, chaque saint a droit à sa boutique ou à sa librairie catholique. À l'intérieur, les commerçants vendent, à quelques exceptions près, la même chose. Des statues de la Vierge dans toutes les tailles et toutes les couleurs, des bidons pour y remplir de l'eau de Lourdes, des chapelets, médaillons et magnets. Mais aussi du parfum, des chargeurs de téléphone, des tire-bouchons, des t-shirts, des boules de Noël. Tout ce qui est possible et imaginable possède sa propre version à l'effigie de la Vierge. Et sur chaque produit dérivé, du « made in China » souvent, du « made in Lourdes » rarement. Tout est bon pour faire de l'argent. Mais rien de choquant pour le chapelain Don Julien Fafart qui les qualifie de « marchands du temple, en dehors du temple ». « Il ne faut pas oublier que Lourdes est un lieu universel où se rencontrent différentes cultures, donc il en faut pour tout le monde et pour tous les goûts », commente-t-il. À Lourdes, chaque jour se clôt par une procession mariale aux flambeaux. Les pèlerins, lumignons en main, font le tour du sanctuaire en suivant une Vierge Marie illuminée « qui nous guide vers son fils », selon Don Julien Fafart. À Lourdes, la lumière est omniprésente, car « elle est la victoire sur les ténèbres et nous guide tout au long de notre vie » ●

Les boutiques de souvenirs à Lourdes attirent aussi les fidèles de shopping.





Deux religieuses partagent un instant complice devant la grotte de Massabielle.

À gauche : une croyante au moment de la prière. À droite : une division de parachutistes de Carcassonne chante en chœur en l'honneur de saint Michel.





# Les livres Dubois dormant

L'ancienne librairie Aux Bibliophiles, fermée dans les années 70, est l'attraction de la rue Voltaire à Agen (Lot-et-Garonne) depuis que ses volets se sont ouverts en octobre 2023. Les héritiers du lieu souhaitent faire revivre la mémoire familiale et la lumière du passé en conservant les ouvrages, restés dans l'ombre depuis plus de 50 ans.

TEXTE ET PHOTOS PAR CHARLOTTE LENNE



Jean-Paul  
et André Crouzet  
ont rouvert  
l'ancienne librairie  
Aux Bibliophiles,  
50 ans après  
sa fermeture.

C'est une bien curieuse agitation qui anime le 22, rue Voltaire à Agen ce 27 octobre 2023. Les volets en bois qui, à l'accoutumée, demeurent rabattus sur la façade de l'immeuble, sont ouverts. Ils laissent place à une mystérieuse vitrine sur laquelle on peut lire « achat de livres, atelier de reliure ». À l'intérieur, des ouvrages de tous les genres remplissent les étagères de cette vieille boutique. Des grandes encyclopédies sur l'histoire du Christ, des manuels de cuisine pour devenir « la femme parfaite » ou encore des portfolios de dessins pédagogiques... Le temps semble s'être arrêté. Et pour cause, « le magasin n'a pas été ouvert depuis 1973 », confie André Crouzet, un des deux héritiers.

C'est un dégât des eaux, il y a quelques années, qui a amené les deux héritiers à se rendre sur les lieux pour placer les livres en hauteur. Après l'inondation, l'ancienne librairie n'a plus jamais vu la lumière du jour. André Crouzet et son frère Jean-Paul sont venus faire un état des lieux en octobre de cette librairie qui appartenait à un de leurs cousins, Yves Dubois. « Il l'a rachetée dans les années 1940 aux frères Ferrand, avec sa femme Aimée Dubois, qui travaillait dans un établissement bancaire. Yves était un érudit, un amoureux des livres. Il a laissé derrière lui un vrai trésor », raconte André. Aimée, sa femme, est morte au mois d'avril 2023. L'immeuble qui abrite l'ancienne librairie va être vendu et ce sont désormais les quatre ayants droit qui doivent gérer ce qu'il en reste.

### Une lumière du passé...

Dans le fouillis des livres entassés, des objets trônent devant la vitrine du magasin. Un cadre d'époque et une photo sépia attirent l'attention. « C'est lui, Yves Dubois ! », pointe du doigt André Crouzet, avant d'évoquer l'histoire de son cousin. « Avec mon frère, nous venions à la boutique quand nous étions petits. J'ai le souvenir d'un homme toujours penché sur son bureau, appliqué sur un livre éclairé d'une petite lumière. » Ce bibliophile était avant tout un chercheur. « On a retrouvé des correspondances qu'il entretenait avec des auteurs très connus et dans le monde entier. Il était aussi bien connu pour ses travaux de chercheur que pour sa boutique. C'est même lui qui a mis en évidence, dans son travail, que Gérard de Nerval, poète français du XVIII<sup>e</sup> siècle, était, lui aussi, agenais. » Mais l'épopée Dubois prend fin en 1971 avec la mort d'Yves. En 1973, le sanctuaire ferme ses portes. « Son épouse a essayé pendant deux ans de trouver des repreneurs, mais cela n'a pas abouti. Elle n'a pas voulu non plus qu'on reprenne l'affaire. Les livres étaient leur vie, et je pense qu'elle a voulu conserver ce lieu comme mausolée, en la mémoire de son mari. Elle disait qu'on pourrait s'en occuper à sa mort », racontent les deux frères. André et Jean-Paul Crouzet, tous les deux attachés à ce patrimoine familial et culturel, ont contacté les Archives départementales en octobre. « C'est la première idée qui nous est venue, parce qu'on aimerait rendre toute cette culture utile. La directrice adjointe est passée et a déjà emporté avec elle des manuscrits sur la ville d'Agen. Elle a évoqué la création d'un fonds Yves-Dubois. » Mais le service ne pouvant pas accueillir tous les livres, la famille est à la recherche d'un local qui pourrait mettre le trésor à l'abri. Maïté Bouyssys, ancienne professeure à la Sorbonne, est présente ce matin-là. « C'est un fonds exceptionnellement bien maintenu sous cloche.



André Crouzet œuvre à la sauvegarde de cet héritage.

Undemi-siècleplustard, rien n'abouté, les 1 500 ouvrages sont restés en place. C'est toute la mémoire d'un siècle qu'une partie de notre génération n'a pas connu. Avoir un local permettrait, en plus de protéger ce patrimoine, de le rendre accessible pour tous », conclut la retraitée.

### **...pour éclairer le présent**

Une semaine après le premier article de presse dévoilant l'aventure, l'engouement est tel que les cousins ont décidé de rouvrir les vieilles portes en bois pour accueillir, entre autres, Lucien-Xavier Polastron, écrivain et spécialiste de l'histoire du livre. Cette « réouverture » de l'ancien repaire d'Yves Dubois le touche tout particulièrement. « Je venais ici acheter des livres dans ma jeunesse, lorsque j'étais en vacances dans ma famille à Penne-d'Agenais. Je suis ému de revoir cette bibliothèque, cet endroit dans lequel il y a un esprit, une âme faite de ce rassemblement d'ouvrages uniques. Je dis que c'est une bibliothèque plutôt qu'une librairie, parce qu'elle est universelle et encyclopédique dans ses choix. On trouvait de tout. Il faut que le lecteur d'aujourd'hui puisse accéder à ce

patrimoine. » Stéphane Capot, le directeur des Archives départementales, s'est également rendu sur les lieux début novembre. Il confirme bien la création du fonds Yves-Dubois dans l'institution. « De notre côté, nous sommes en train de rassembler les ouvrages qui illustrent la vie d'Agen, un ou deux siècles en arrière. Il est évident que le reste aura une utilité culturelle si les deux frères trouvent un local. Des jeunes spécialistes de Paris m'ont appelé pour me dire qu'ils avaient été interpellés par l'histoire, et je sais que ce fonds pourra constituer un large champ de recherche. Il y a toute une histoire à reconstruire. C'est exceptionnel ! », explique le directeur. Quant au potentiel local, André Crouzet reste optimiste, même si les deux autres héritiers, des cousins, s'opposent à la conservation et à la cession quasi gratuite de tous les ouvrages de la librairie. Lucien-Xavier Polastron a « quelques pistes » au niveau de la mairie de Montpezat. Celle de Tournon-d'Agenais pourrait être elle aussi intéressée par la reprise de ce trésor. Si André et Jean-Paul entendent une lumière d'espoir grâce à cette mobilisation, ils ne sont pas prêts à tourner la page de la belle épopée familiale ●



Parmi les milliers de références entreposées dans la librairie, plusieurs témoignent d'une autre époque, comme ce manuel pratique de la parfaite cuisinière.





# PORTFOLIO

Il est 6 h 30. La journée débute avec *Télématin*. À midi, impossible de louper le journal de Marie-Sophie Lacarrau. Documentaires animaliers et téléfilms ponctuent l'après-midi en attendant la soirée karaoké de Nagui. Source de compagnie pour les uns, simple distraction pour les autres, la télévision rythme la vie des personnes âgées. Au point même d'être qualifiée de « dévoreuse du temps libre des anciens » (Paul Paillat).

PAR PAUL GUYO ET CHARLOTTE LENNE



MARDI  
Après-midi  
16:33  
02 JANVIER 2024





Ci-dessus : Mina Das Neves, 89 ans, habite dans sa maison à Soisy-sous-Montmorency (Val-d'Oise). Ayant de plus en plus de mal à marcher, elle s'est installée une pièce dans laquelle elle dort ou regarde la télé. Cette Portugaise arrivée en France sous de Gaulle aime regarder les informations, les documentaires animaliers, les concerts ou encore *Affaire Conclue*.

À droite : Claudine Degand passe une semaine dans la maison de son fils, à Eaubonne (Val-d'Oise), pour garder le chat de la famille pendant qu'ils sont en vacances. « Je ne regarde jamais de fictions. Je m'intéresse à la réalité, aux informations, aux débats. C'est un moyen pour moi de rester au contact de mon époque et de voir des gens que je ne pourrais jamais rencontrer en me promenant dans la rue. »





À gauche : Jean a 101 ans. Il réside dans un Ehpad à Toulouse. Quand l'activité de l'après-midi est terminée, il prend un temps pour lui, devant la télévision de la salle commune. Accompagné ou non d'autres résidents, ce petit temps de repos lui permet de s'évader quelques heures dans les feuilletons policiers sur France 3.



Ci-dessus : la télévision rythme la journée de Linette, 86 ans. Le matin, passage obligatoire devant les chaînes d'informations. À midi, c'est le rendez-vous incontournable avec Jean-Luc Reichmann et *Les 12 coups de midi*. L'après-midi, elle s'accorde souvent un petit somme devant un feuilleton ou un reportage animalier.

# Art-thérapie, zone d'expression libre

C'est en vase clos, au sein des hôpitaux psychiatriques, et notamment des services de l'hôpital Sainte-Anne, à Paris, que l'art-thérapie a émergé. Pionnier, l'établissement envisage la médiation artistique comme un outil d'expression, compatible avec la maladie mentale.

PHOTO ET TEXTE PAR AGNÈS POLLONI

Martine Colignon, dans l'atelier d'arts plastiques désigne chaque palette de couleur, mises à disposition des patients.



# Le dessin

« m'a permis de mieux renaître après avoir touché le fond », déclare Sylvie, une patiente qui se qualifie de « Picasso en herbe ». L'hôpital psychiatrique de Sainte-Anne à Paris a été novateur en France en fondant en 1954 le Centre d'étude de l'expression (CEE), sous l'impulsion du professeur Jean Delay. Le corps médical et les arts s'associent. Jean Dubuffet, fondateur du mouvement artistique de l'art brut était aussi un observateur de « l'art des fous », au sein des cliniques psychiatriques. C'est au cœur d'un pôle clinique dédié aux maladies mentales que se déroulent les ateliers de médiation aux arts plastiques. Une dizaine de patients en moyenne y participe. La façade, moderne, détonne face aux bâtiments historiques du site hospitalier. À l'intérieur, le théâtre, le dessin, la musique et le chant s'entrecroisent au détour des couloirs blancs.

Martine Colignon, artiste plasticienne, dirige l'atelier de dessin. Ses bagues aux doigts et son regard charbonneux lui donnent une allure rock, à un détail près : sa blouse blanche. « Je suis une art-thérapeute mais aussi une écoutante de sujets sociaux », nuance-t-elle. La quinquagénaire déploie une personnalité altruiste, aussi bien sécurisante qu'attentive auprès de ses patients. Parmi eux, Christelle\* s'installe dans la salle, et déroule le fil de son histoire. Enfant, Christelle n'a pas pu jouer d'un instrument ou peindre, des loisirs considérés trop chers. Adulte, elle est licenciée de son entreprise et découvre être atteinte de fibromyalgie, une maladie invalidante, qui s'ajoute à des troubles psychotiques. Plutôt que de se laisser sombrer, Christelle rattrape le temps. Elle écume les ateliers d'art, les conférences. « Quand je peins ou je dessine, j'ai l'impression d'exister », glisse-t-elle. Des larmes roulent sur ses joues, mais un sourire se dessine. Parler la libère.

## La folie créatrice

Les patients ne se parlent pas durant les ateliers. Ils échangent quelques banalités autour d'un café avant de commencer. « Ils sont là pour être face à eux-mêmes. Il y a un respect de la frontière de chacun », explique Martine Colignon. L'attachement aux ateliers est perceptible, chacun y a appris des techniques mais aussi un savoir-être en groupe. « Une patiente venait vêtue de vêtements déchirés, elle était renfrognée, elle pleurait souvent. Elle est devenue souriante, curieuse, soignée. Le groupe a remarqué ce changement », ajoute-t-elle. Chacun a sa table habituelle, sa touche artistique. Christelle peint en incorporant des symboles spirituels. Un style reconnaissable. Linda\* dessine des paysages fantastiques inspirés de la fantasy, un univers qu'elle adore. Dès qu'elle finit une production, Linda en démarre

une nouvelle, sans revenir sur la précédente. Cet atelier a eu un effet démultiplicateur, l'envie de toucher à l'art sous toutes ses formes. « J'expérimente aussi un atelier de gravure où les gens ne sont pas atteints d'une maladie mentale. Ça m'oblige à avoir des relations avec des gens qui ne me savent pas malade », articule Rebecca\*, le bas du visage recouvert d'un masque. Malgré des vécus différents, ces femmes ont toutes un point commun. L'art a toujours fait partie intégrante de leur histoire. Certaines ont travaillé dans le secteur de la mode ou ont un parcours d'études artistiques. Une fois le diagnostic de maladie mentale posé, le renoncement à l'art a été brutal. L'atelier est une forme de renaissance. « Je ne pense qu'à moi sur ma feuille. Je lâche prise, j'ai le droit de délirer, ça m'appartient », explique Sylvie. Martine Colignon a pratiqué l'art en zone d'éducation prioritaire puis avec des populations migrantes avant de cheminer jusqu'à Sainte-Anne. Elle s'est passionnée pour les invisibles, « ceux qui n'ont pas leur place au sein de la société », selon elle. « Ils ont aussi le droit d'exister, il faut leur apporter quelque chose », précise-t-elle. Au-delà de son identité artistique, Martine Colignon est aussi l'auteure d'ouvrages et publications scientifiques qui étudient la déontologie de ce métier. En effet, une kyrielle de formations non reconnues par la profession ont essaimé. Afin de contenir ces dérives, une école reconnue par l'État a été fondée par le psychiatre Jean-Pierre Klein, en 1981, l'Institut national d'expression, de création, d'art et transformation (Inecat). Un cursus composé d'enseignements dispensés par des sociologues, artistes, psychiatres et philosophes.

## « Je ne pense qu'à moi sur ma feuille. J'ai le droit de délirer, ça m'appartient »

François Granier, ancien chef de clinique en psychiatrie a implanté la pratique au CHU de Toulouse. À la retraite, il nous accueille dans sa bibliothèque, le cigare à la main. « Le mot art-thérapie ferait croire qu'une activité thérapeutique serait systématiquement artistique. On ne guérit pas d'une maladie mentale, mais cela permet de se concentrer sur autre chose. Des artistes de renommée étaient aussi atteints d'un trouble psychique comme Vincent Van Gogh, ou Oskar Kokoschka. Nous ne fabriquons pas d'artistes avec nos patients », pointe-t-il. La maladie mentale s'est médicalisée, avec les traitements et thérapies, mais elle n'est pas éradicable. À l'atelier, certains patients parviennent à espacer leurs crises. Ils ont alors la possibilité de quitter l'activité. Un choix demeure : reprendre leurs œuvres ou les laisser. La plupart en cède une partie ou la totalité, confiant leur imaginaire à ce lieu clos. Les peintures, dessins et collages rejoindront les archives de l'hôpital, un espace réservé au personnel. L'art leur a permis d'esquisser les traits d'un renouveau ●

\* Les prénoms ont été modifiés.

# LUEURS

« Dans les moments les plus sombres, la lumière de l'espoir peut éclairer le chemin vers un avenir meilleur »

George Bernard Shaw







# Assia Kilani, une figure d'espoir pour la Palestine

**Comme plus de deux millions de Gazaouis, Assia Kilani, professeure de français de 52 ans, est l'une des victimes collatérales de la guerre déclenchée le 7 octobre 2023, entre le Hamas et Israël. Elle raconte les bombardements sur la bande de Gaza, la mort de ses proches, sa fuite vers l'Égypte, ses espérances, ses craintes et son combat pour la cause palestinienne.**

PAR MAXENCE DAGUIER

**L**e matin du 7 octobre 2023 ressemble aux autres pour Assia Kilani. Dans sa maison de Beit Lahia, au nord de la bande de Gaza, la professeure de français de 52 ans se réveille à six heures et se prépare pour aller enseigner à l'Institut français de Gaza. Comme d'habitude, elle contemple par la fenêtre la trentaine d'oliviers qui entourent sa parcelle. Elle réchauffe son bol de lait, puis tout bascule. Les bombardements éclatent. « Je me dis aussitôt que ce n'est pas normal : c'était intensif, plus que d'habitude », dit-elle en ponctuant ses phrases par de grandes et profondes respirations. Pourtant, Assia Kilani est habituée. « Dans le nord de la bande de Gaza, on est en première ligne à chaque fois et j'ai déjà vécu cinq guerres mais là, je comprends tout de suite que ça va être plus grave », explique-t-elle. L'inquiétude est un sentiment qu'elle avait mis de côté

depuis des années. Née en Algérie d'un père gazaoui et d'une mère égyptienne, ce n'est qu'après les accords d'Oslo en 1993, marquant le début des négociations de paix entre Israël et la Palestine, qu'Assia Kilani s'installe à Gaza avec sa famille. « À l'époque, tout était à faire et j'ai senti que je participais à l'évolution de mon pays », affirme-t-elle humblement. Dans la dynamique des discussions israélo-palestiniennes, la jeune femme de 25 ans se rapproche de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et se marie avec un Gazaoui.

« La France voulait aider l'OLP, de nombreux délégués avaient besoin de traducteurs et à l'époque, personne ne parlait français, donc je me suis proposée et j'ai appris la langue. » Dès 1997, Assia Kilani enseigne dans les écoles publiques de Beit Lahia, avant de rejoindre l'Institut français de Gaza.

### « On avait tous peur, on attendait la mort »

Mais le 7 octobre, sa vie bascule. Après l'attaque du Hamas sur les territoires israéliens, le Premier ministre Benjamin Netanyahu déclare son pays en guerre et lance une opération militaire sur la bande de Gaza. Après deux heures de bombardements, Assia Kilani attrape quelques vêtements, ses papiers et monte dans un taxi avec sa mère, ses trois garçons, âgés de 17 à 25 ans, et sa petite fille. Direction Gaza-ville, à une dizaine de kilomètres vers le sud. La petite famille s'installe dans l'appartement de sa sœur pendant trois jours, mais les alertes les poussent à changer d'immeuble pour aller se réfugier chez sa deuxième sœur. « On était 13, sans électricité, sans eau et sans nourriture », explique-t-elle. S'ensuivent plus de 30 jours d'enfer. Par la fenêtre, elle est témoin du chaos, impuissante : « Les immeubles tombaient un à un sous nos yeux. »

Autour d'elle, tout s'effondre. « Chaque jour, j'apprenais qu'une collègue, une cousine, son mari et ses enfants étaient morts. Des familles complètes s'effacent du livret de famille. On couvre de plastique des foyers entiers, pas un cadavre seul », raconte-t-elle avant de réciter une phrase du Coran. Mais pour Assia Kilani, hors de question de baisser les bras. Tous les jours, elle sort seule à la recherche de nourriture, « car j'avais peur des bombardements pour mes enfants ». Dans les rues de Gaza, elle contourne les débris, fait des heures de queue pour acheter un morceau de pain. « À chaque sortie, j'échappais de peu à la mort, dit-elle dans une sérénité remarquable. On se disait, cette fois c'est notre tour et dans l'appartement, petits et grands, on avait tous peur, on attendait la mort. » Sans électricité et avec seulement trois bouteilles de gaz pour manger chaud, la famille lutte et s'organise. Les frigos sont utilisés comme placards. Des panneaux solaires chargent des batteries de voiture avec lesquelles ils allument une lampe.

Au 35<sup>e</sup> jour, la situation s'aggrave. Assia Kilani ne se repère plus dans le temps par rapport aux dates mais au nombre de jours passés depuis le 7 octobre. La sonnerie de son téléphone retentit. Au bout du fil, la voix d'un

## « Les Palestiniens ne s'arrêteront jamais »

homme qui énonce : « Bonjour, c'est l'armée israélienne, nous sommes avec vous, donc pour votre sécurité vous devez évacuer et aller vers le sud. » « Menteurs ! Des gros menteurs ! Des gens de ma famille sont allés vers le sud et sont morts sous les bombes », lâche-t-elle, éprise de colère et de haine. Puis dans sa tête, la panique, l'incompréhension et beaucoup de questions : pourquoi le sud ? Pour quoi faire ? Chez qui ? Et comment ? « Jusqu'au jour où les chars se sont approchés de nous, on était exposés aux bombardements, on n'avait plus rien à manger, on était piégé, on sentait la mort, dit-elle tout en essayant de chasser ses émotions afin de conclure sa phrase. On est sorti de l'appartement et on a marché devant les chars, les mains vides, en l'air. » Les 13 Gazaouis parcourent ensuite six kilomètres à pied vers le sud, avec la mère d'Assia en chaise roulante. Six kilomètres interminables à travers les décombres, les cadavres et les hôpitaux surpeuplés. Arrivée dans la ville de Rafah, à la frontière sud de la bande de Gaza, Assia Kilani profite de la nationalité égyptienne qu'elle tient de sa mère pour passer en Égypte avec ses proches. Certains de ses cousins n'ayant pas la double nationalité n'ont pas pu la suivre.

### « On soigne nos blessures et on continue »

Désormais à l'abri des bombardements, Assia Kilani loue une maison avec sa famille au Caire et cherche du travail. Elle avoue que « le moral est très bas », mais hors de question pour elle d'abandonner. « Mes enfants ont déjà perdu leur père d'un cancer en 2014, si je suis faible, ils seront perdus donc je dois assumer le rôle du père et de la mère », dit-elle. Sa lutte, elle la mène à distance, sur les réseaux sociaux. Sur Facebook, elle partage des articles, messages, rassemblements en Europe et photos d'enfants et de femmes morts sous les bombes.

Elle tente aussi de prendre du recul et de comprendre ce qui se passe. « Que veulent les Israéliens ? Combien de temps va-t-il falloir pour effacer tout ça ? Que font les pays européens ? Pourquoi il n'y a pas de cessez-le-feu ? », s'interroge-t-elle sans trouver de réponse. Alors que la guerre entre le Hamas et Israël a dépassé les cent jours et tué des milliers de Gazaouis, Assia Kilani est très peu optimiste concernant l'issue du conflit. « Après chaque bombardement, on espère et on rêve, mais tout tombe en l'air, donc je ne vois pas comment va être la vie après. Il va falloir du temps pour tout reconstruire », dit-elle avant de marquer un silence pour reprendre ses esprits et conclure : « La vie à Gaza nous a appris qu'il fallait se battre pour vivre, alors on soigne nos blessures et on continue ! Les Palestiniens ne s'arrêteront jamais ! » ●

# Hengameh Yahyazadeh, la force et les larmes d'Iran

**Fondatrice de l'association Soulèvement national iranien, Hengameh Yahyazadeh est de celles qui portent la voix opprimée de la population iranienne au-delà des frontières, sans concession.**

PAR ALEXANE MARCEL

Elle apparaît au milieu de la foule, place du Capitole. Ton chaleureux et amical, Hengameh Yahyazadeh pose immédiatement les bases : « On se tutoie ? » La jeune femme de 26 ans est de celles qui vous font penser que vous les connaissez depuis toujours. Alors qu'elle s'installe dans un restaurant italien, un serveur vient prendre sa commande. Il semble hypnotisé par le regard persan de la jeune femme. Elle commence alors à s'épancher sur la vie à cent à l'heure qu'elle mène. Depuis plus d'un an, la jeune femme ne rêve que d'une chose : « Femme, Vie, Liberté », le slogan qui soulève l'Iran depuis 2022. C'est d'ailleurs pour cela qu'elle a fondé, avec des amis, le Soulèvement national iranien, quelques jours après la mort de Mahsa Amini, le 16 septembre, arrêtée par la police des mœurs pour le simple fait d'avoir mal ajusté son voile. « Les souvenirs de la fin du lycée sont remontés à la surface. Avec mes amis, nous avons été arrêtés par la police des mœurs, ils nous ont emmenés au poste, on y est resté plusieurs heures. Quand j'ai su pour Mahsa, je me suis dit qu'à n'importe quel moment, moi aussi j'aurais pu recevoir un coup, être agressée, mourir », raconte-t-elle, émue. Quelques jours plus tard, le 28 octobre, c'est Armita Geravand, une adolescente de 17 ans, qui est morte après avoir été agressée par des femmes travaillant pour le régime, dans le métro, parce qu'elle ne portait pas de voile. Une autre Mahsa, une potentielle Hengameh si elle n'avait pas quitté l'Iran.

Car cet Iran, la jeune femme l'a connu. Et même si le régime de sa terre natale l'a parfois effrayée et l'a finalement contrainte à quitter une partie de sa famille, ses amis et sa culture, elle n'en conserve que de beaux souvenirs. « J'ai grandi dans un environnement aisé, j'aimais ma vie là-bas. Je n'avais aucune envie de partir. » Mais Hengameh Yahyazadeh possède un lourd héritage familial. Celui de la rébellion et de la désobéissance. Cela commence avec ses grands-parents paternels : lui était leader des grèves ouvrières avant 1979, elle une poétesse engagée contre le régime qui défiait les mollahs et leur bien-pensance. Hengameh parle d'eux avec une certaine admiration. La même qu'elle ressent pour ses parents, engagés comme le reste

de la famille. Emprisonnés à plusieurs reprises, aussi. Son père, ingénieur mécanique, était meneur des grèves dans son entreprise et sa mère enseignait l'anglais à l'université d'Arak, au sud de Téhéran, en refusant de se plier aux exigences de sa hiérarchie. Ce n'est donc pas un hasard si le prénom Hengameh signifie « rébellion ». Aty Jafary le sait, la personnalité affirmée de sa fille ne vient pas de nulle part. Au téléphone, cette mère se laisse aller à quelques confidences. « Nous sommes une famille combattante, c'est génétique. Je savais qu'Hengameh allait devenir comme ça. Elle est têtue. Parfois, ça m'énerve ! Mais nous sommes fiers d'elle, même s'il y a un prix à payer. » Les parents d'Hengameh ont, eux, déjà payé le prix fort de leur rébellion, il y a sept ans. Quand le régime islamique a découvert qu'ils avaient commis le pire crime qui puisse être, pire encore qu'un meurtre. « Mes parents ne sont pas musulmans, ils se sont convertis au christianisme. Quand le régime l'a su, heureusement que nous n'étions pas à la maison, car ils sont venus tout saccager. Nous ne sommes plus jamais retournés chez nous. » Hengameh a alors 19 ans et c'est avec un sac à dos et son violon qu'elle quitte l'Iran, accompagnée de ses parents et de son jeune frère. La famille iranienne arrive en France. Ils vivent aujourd'hui à Toulouse (Haute-Garonne), où son combat pour l'Iran a débuté.

## Le combat d'une vie

Depuis ce 16 septembre 2022, Hengameh Yahyazadeh est emportée par le tourbillon du soulèvement qui anime son pays. Manifestations, rassemblements, rencontres avec les sénateurs ; elle vit au rythme des actions du Soulèvement national iranien. Une évidence pour la jeune femme, au lendemain de la mort de Mahsa Amini. « J'ai organisé un rassemblement à Toulouse. Il y avait beaucoup de monde et cela m'a donné envie de continuer de me battre. » L'association naît quelques jours après. Depuis la France, Hengameh lutte pour la chute de la République islamique. Face à la répression des Gardiens de la Révolution, le combat en Iran est de plus en plus compliqué à mener. Comment faire front dans un pays qui emprisonne, qui agresse et qui tue ? C'est là que la jeune femme veut prendre le relais

## « J'ai compris que sans risque, je ne vis pas »

et être la voix de celles et ceux qui sont enfermés dans un régime répressif. « C'est la première fois que nous sommes dans une révolution où, en Iran et en dehors d'Iran, tout le monde est ensemble. Certains de mes amis sont emprisonnés ou ont abandonné. Je les comprends, je suis très fatiguée aussi mais je ne peux pas baisser les bras. » Sa préoccupation première : continuer à faire parler de l'Iran. Sous cette carapace de femme forte et engagée, se trouve un mélange de sentiments qu'Hengameh Yahyazadeh tente de contrôler. De la joie, quand elle apprend que le prix Sakharov a été décerné à Mahsa Amini et à toutes les femmes iraniennes le 19 octobre 2023. De la colère, quand elle découvre que la République islamique d'Iran a été choisie pour présider le forum social du Conseil des droits de l'Homme de l'Onu. De la tristesse, quand elle évoque le souvenir de sa terre, qu'elle souhaite retrouver coûte que coûte. « On n'accepte jamais de quitter son pays. Il y a toujours un courant d'air qui me ramène en arrière et me dit de revenir. Je retournerai en Iran », confie-t-elle, remplie d'espoir.

La détermination et l'espoir d'Hengameh n'ont d'égal

que son investissement total dans la lutte pour débarrasser l'Iran du régime islamique. Et cela a bien failli lui coûter son avenir professionnel. « Quand j'ai commencé ma dernière année d'études de prothésiste dentaire [en septembre 2022], j'étais très enthousiaste. Mais le soulèvement a commencé et m'a, en quelque sorte, volé cette année. J'ai d'ailleurs assez mal fini ces cinq années d'études. » Et c'est dans un rire nerveux que la jeune femme avoue avoir obtenu son diplôme avec une bonne note, sans avoir passé sa soutenance de mémoire. « La veille, j'étais au Sénat à Paris pour l'association. Je n'avais rien préparé pour ma soutenance », raconte-t-elle. La suite de l'histoire est difficile à imaginer tant elle est rocambolesque. Devant le jury, sans ordinateur ni diaporama, Hengameh doit se justifier face à des professeurs indifférents. Elle décide alors de renverser le cours de son oral en parlant de la révolution en Iran. « C'était risqué, je le sais, mais j'ai compris que sans risque, je ne vis pas. » C'est une vidéo de toutes ses actions menées depuis plusieurs mois qu'Hengameh a présentée au jury. « À la fin, ils n'avaient plus rien à dire. Ils m'ont demandé de partir. » C'est la première fois que la jeune femme raconte cette histoire. Elle fond en larmes en réalisant que le soulèvement iranien a pris toute la place dans sa vie. Ses amis, sa famille, ses études, ses passions, Hengameh a tout mis de côté depuis un an. Comme beaucoup d'Iraniennes et d'Iraniens qui attendent la chute du régime islamique d'Iran ●



# « Radio Begum est un phare au milieu des ténèbres »



**Depuis trois ans, en Afghanistan, Hamida Aman fait vivre une radio d'utilité publique, faite par les femmes, pour les femmes essentiellement. Programmes éducatifs, soutien psychologique, conseils bien-être, Radio Begum reste debout face aux restrictions imposées par les talibans de retour au pouvoir depuis le 15 août 2021.**

PROPOS RECUEILLIS PAR ALEXANE MARCEL

**Hamida Aman, vous êtes rédactrice en chef et fondatrice de Radio Begum. Comment est née cette radio ?**

C'est une radio qui a vu le jour au début de l'année 2021, quand l'administration américaine a commencé peu à peu à quitter l'Afghanistan. En tant que femme afghane, j'ai vu cela avec beaucoup d'inquiétude. On sentait bien qu'on allait devoir composer avec les talibans. On était à des années-lumière de s'imaginer qu'ils allaient s'accaparer tout le pouvoir d'un coup. Mais on savait que la société devrait s'adapter et que les femmes allaient être les premières victimes. Pour préserver leurs emplois, nous avons fondé Radio Begum.

**Quelle était alors la ligne éditoriale de la radio ?**

C'était un lieu d'expression pour que les femmes

continuent de se battre pour leurs acquis et leurs droits. Avant le changement de régime, Radio Begum recevait des femmes parlementaires, des cheffes d'entreprise, des journalistes. Des femmes qui s'étaient fait une place dans la société. On voulait qu'elles continuent à revendiquer leurs droits et qu'elles puissent être un modèle pour toutes les Afghanes.

**Quand les talibans ont repris le pouvoir le 15 août 2021, Radio Begum a-t-elle été menacée de fermeture ?**

Je ne sais pas pourquoi tout le monde pense que quand les talibans sont arrivés, tout le pays s'est arrêté de vivre. Ce n'est pas vraiment la réalité. Au départ, ils n'ont pas fermé les médias. Par contre, ils nous ont imposé beaucoup de contraintes. Hommes et femmes ne pouvaient plus

travailler dans le même espace, par exemple. On ne devait plus aller à l'encontre de la stabilité de l'Émirat islamique d'Afghanistan donc on a arrêté de parler des oppositions au régime. On nous a plus ou moins muselées parce que Radio Begum est une radio de femmes. Le régime s'est rendu compte que le danger pouvait venir d'elles, qu'elles pouvaient être les voix dissidentes.

**Très vite, les talibans ont interdit aux jeunes filles d'aller à l'école, alors vous avez eu une idée : proposer des cours radiophoniques à l'antenne.**

On a commencé à produire ces contenus avant la venue des talibans parce qu'on ne parle que de l'année 2021 mais avant, il y avait surtout l'insécurité. Les années 2020 et 2021 ont été parmi les plus violentes pour l'Afghanistan, avec de nombreux attentats. Les lieux d'enseignement étaient surtout visés. En mai 2021, il y a eu une attaque monstrueuse contre une école dans Kaboul où plus d'une centaine d'enfants ont été blessés ou tués. Plus personne ne voulait envoyer ses enfants à l'école. On a voulu aider les familles à notre manière en créant des cours à distance diffusés à la radio. Et puis, on savait qu'avec le retour des talibans, ça allait continuer à servir et cela n'a pas manqué.

**Depuis deux ans, Radio Begum a donc remplacé l'école grâce à des cours retransmis en direct. Comment cela fonctionne-t-il ?**

Nous consacrons six heures de temps d'antenne aux cours radiophoniques. C'est le programme scolaire de la Cinquième à la Terminale dans les deux langues nationales : le dari et le pachto. On se base sur les livres scolaires encore disponibles sur le marché. Des professeures préparent les cours et les animent en direct.

**Pourquoi est-ce important pour vous de continuer à donner une éducation à des millions de jeunes filles malgré les restrictions imposées ?**

Elles sont comme mes enfants, donc en tant que femme et mère afghane, je ne peux pas rester insensible à cela. Et puis j'ai toujours considéré que notre véritable ennemi était l'ignorance. Ce ne sont pas les talibans, c'est le manque d'éducation qui a pour conséquence l'ignorance. C'est à cause de cela qu'on n'arrive pas à s'en sortir dans ce pays.

**Vous proposez également d'autres programmes d'utilité publique pour la population afghane. L'un d'entre eux a beaucoup de succès : deux heures quotidiennes consacrées au soutien psychologique. En quoi cela consiste-t-il ?**

Oui, nous avons des programmes de santé, par exemple. Tous les jours, une gynécologue et une nutritionniste répondent aux questions des auditrices. C'est un grand service rendu dans un pays où certaines familles n'ont même pas assez d'argent pour s'acheter du pain. Le programme sur le soutien psychologique reçoit autant d'appels d'hommes que de femmes. Tous expriment la même chose : dépression, perte de sommeil, d'appétit, colère, envie d'être seul, de disparaître. Beaucoup

d'adolescentes nous appellent, elles sont dans des dépressions assez profondes et parlent ouvertement de suicide. Elles pensent que si elles meurent demain, personne ne s'en rendra compte tant leur place dans la société a été effacée.

**En quoi est-ce important de proposer ce soutien psychologique ?**

La population afghane, ce sont plusieurs générations traumatisées. Ça fait 40 ans que cela dure, entre la guerre, les déplacements, la pauvreté, la violence. Mais parler de soi ne fait pas partie des mœurs dans notre pays. On a tous été témoins ou victimes, de près ou de loin, de violences qui nous ont profondément choqués. Sans se tromper, on peut dire que 90 % de la population afghane a besoin d'un soutien psychologique. Il y a quelques psychiatres dans notre pays mais c'est vraiment le parent pauvre de la médecine.

**« Je veux me battre pour continuer à me regarder dans le miroir »**

**Comment vous sentez-vous face à tous ces appels ?**

C'est très triste et ça me conforte dans ma bataille et dans l'énergie qu'on dépense pour maintenir cette radio en vie contre le régime qui fait tout pour nous intimider. Tout cela prend sens lorsque j'entends ces appels à l'aide parce qu'il y a un réel besoin. Nous sommes juste une radio qui accorde quelques minutes de temps d'antenne à ces femmes et ces hommes, ce n'est rien, mais c'est utile. Radio Begum, c'est vraiment un phare au milieu des ténèbres qui guide les femmes vers la lumière. D'ailleurs, il n'y a pas que des pleurs sur nos ondes, il y a aussi beaucoup de rires. C'est la vie qui transparaît malgré tout.

**Vous avez toujours de l'espoir ?**

Plus que de l'espoir, j'ai de la rage. Je suis animée par une grande colère parce que j'en veux à tout le monde d'en être arrivé là. Donc je veux me battre autant que je peux pour ne pas abandonner mon pays et pour continuer à me regarder dans le miroir en apportant quelque chose à ces femmes et ces jeunes filles.

**Vous allez donc continuer à écrire l'histoire de Radio Begum ?**

Bien sûr, mais pas seulement. Nous avons enregistré en vidéo tout le programme scolaire afghan dans les deux langues. Cela représente plus de 8 500 vidéos. C'est un travail titanesque que l'on a mis pour l'instant sur une plateforme et une chaîne YouTube, accessible gratuitement en s'inscrivant. On travaille aussi activement à une chaîne satellite éducative qui émettra depuis la France en Afghanistan avec, je l'espère, un lancement au mois de mars 2024 ●

# Valeria Shashenok, l'Ukraine au smartphone

**À l'aube de l'offensive russe sur l'Ukraine en février 2022, Valeria Shashenok a gagné en notoriété en filmant son quotidien dans un abri antibombardement. Après un exil à travers l'Europe, l'Ukrainienne de 22 ans continue d'alerter le monde sur la guerre qui ravage son pays.**

PAR PAUL GUYO

Valeria Shashenok ne tient pas en place. Sur Instagram, où elle poste régulièrement des photos d'elle, la jeune femme apparaît souvent détendue, les yeux espiègles, un sourire malicieux figé au coin des lèvres. Mais sur le lit de sa chambre d'où elle téléphone, l'Ukrainienne passe son temps à remettre ses cheveux en place, à changer de position, assise en tailleur un instant, à genoux l'instant d'après. Le débit de parole est rapide, la voix teintée d'un fort accent slave. « Pourquoi vous voulez enregistrer cette interview, déjà ? », demande-t-elle, la tête penchée sur le côté. Il faut dire que la jeune femme de 22 ans a de quoi se perdre à force de faire le tour des réseaux sociaux et des médias du monde entier depuis ces deux dernières années. La cause ? Ses vidéos publiées sur son compte TikTok où plus d'1,3 million d'abonnés suivent son quotidien alors que la guerre fait rage en Ukraine. Elle y montre l'étendue des dégâts provoqués par les bombardements russes, des témoignages d'Ukrainiens qui survivent tant bien que mal, comment la vie continue malgré la guerre ou son parcours en tant qu'exilée. Et puis il y a ses vidéos sur l'abri antibombardement dans lequel elle a vécu au début de l'invasion russe qui l'ont fait connaître. « Continue de publier des vidéos. Il faut que les gens voient ce qu'il se passe », écrit une internaute en commentaire d'un de ses posts. « Tes vidéos montrent au monde entier ce que font ces criminels de Russes », écrit un autre. « Je ne voulais pas rester là à ne rien faire », explique l'Ukrainienne, qui s'est donnée comme « mission » d'informer sur l'offensive russe. Elle tient à mettre les choses au clair : « La guerre a commencé en 2014, et non en 2022 », rappelle-t-elle en référence à l'annexion de la Crimée il y a dix ans. Les soldats ukrainiens se battent avec leurs fusils. Valeria, elle, a son smartphone : « J'ai voulu prendre mon appareil photo pour sortir, mais tout le monde était très méfiant, on m'a déjà crié dessus. Je me suis sentie plus à l'aise avec mon téléphone et j'avais déjà l'habitude de filmer avec. » Pourtant, elle envisageait son futur avec un

« **Je n'arrive plus à être optimiste** »

appareil photo greffé aux mains, en attestent ses portraits sur son site Internet : « Je voulais devenir photographe de mode, travailler pour *Vogue*, *Harper's Bazaar*, ou encore *L'Officiel*. » On la sent toujours passionnée de mode, notamment avec les tenues qu'elle arbore sur les réseaux sociaux. Les études supérieures ? Elle a tenté, mais l'Ukraine est un pays encore conservateur avec une éducation « à l'ancienne, façon Union soviétique ». Elle quitte rapidement l'université, sans diplôme.

Puis survient le 24 février 2022, quand Vladimir Poutine déverse ses troupes mortifères sur l'Ukraine. Alors que Valeria loge chez ses parents dans sa ville natale de Tchernihiv, dans le nord du pays, sa mère débarque dans sa chambre pour lui annoncer que les premières bombes tombent sur le pays : « Je ne voulais pas croire que c'était désormais ma réalité. » Aussitôt, elle descend avec sa famille et ses voisins au sous-sol de l'ancien bureau de son père, où il venait d'installer une douche et des toilettes. Elle y restera 17 jours. « Les deux premières semaines à Tchernihiv étaient extrêmement dangereuses, décrit la jeune femme. Je me jetais à terre à chaque fois que j'entendais une explosion. » Hors de question de sortir, sauf pour aller acheter des produits de première nécessité. « Les rayons étaient complètement vides. » Faire des vidéos durant cette période lui permet de maintenir sa « santé mentale ». Puis elle parvient à fuir l'Ukraine, en sept heures de voiture jusqu'à Kyiv, contre deux en temps normal, car il faut couper par les champs et les forêts. « Les Russes étaient partout. » De Kyiv, elle prend un train jusqu'à Lviv en Ukraine, avant d'arriver en Pologne. De ce voyage, « le plus horrible de ma vie », elle tirera une autre vidéo, « Comment j'ai fui l'Ukraine ». Mais Valeria ne veut pas trop s'éloigner de sa famille restée au pays. Avec l'aide d'une de ses abonnés, elle atterrit finalement en Italie, à Milan, où elle passe quatre mois dans une famille d'accueil. Malgré la distance, la guerre la rattrape : son petit frère de 18 ans est tué à la fin du mois de mars dans une attaque. Sur les réseaux, elle poste des photos de lui en sa mémoire. En légende,



elle affiche de la rancœur envers Poutine, qu'elle pointe du doigt, mais aussi les Russes, qui préfèrent s'inquiéter « de la fermeture des McDonald's » dans leur pays. Une maison d'édition la contacte. « J'avais honte, car mon pays était ravagé par la guerre et moi on me proposait d'écrire un livre. Mais tout mon entourage m'a dit "il faut que tu le fasses, sinon tu le regretteras, c'est important", alors je me suis dit qu'il faudrait que j'essaie. » Intitulé *Things that just make sense in a bomb shelter* [Des choses qui n'ont de sens que dans un abri antibombardement, N.D.L.R.], un clin d'œil à la première vidéo sur la guerre qu'elle a postée, le livre paraît en juillet 2022. Sorte de journal intime relatant son quotidien sous terre, il est publié en anglais, en italien et en allemand. Aujourd'hui, elle n'a aucun regret. Selon elle, ce livre permettra aux lecteurs de comprendre ce qu'il se passe en Ukraine, notamment pour les plus jeunes. « J'ai même vu que des ados de 12, 13 et 14 ans l'ont acheté et l'ont lu », sourit-elle.

### Loin des yeux près du cœur

Après l'Italie, elle emménage chez son grand frère en Allemagne. Malgré la présence de ses proches, et sans qu'elle puisse l'expliquer, l'angoisse l'envahit. Son corps le lui montre, au point d'en développer « des problèmes de peau » et même « des cheveux blancs ». Elle s'installe finalement à Londres, où elle a toujours rêvé de vivre. Là-bas, elle travaille comme traductrice pour une chaîne de télévision. Toujours active sur les réseaux sociaux, notamment en faveur de la cause ukrainienne, elle est invitée à deux reprises au Parlement européen, l'occasion de rencontrer Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne et Olena Zelenska, la Première dame ukrainienne. Un « honneur » pour cette fille de mère au foyer et de père dans l'immobilier. Pourtant, la guerre a laissé des marques indélébiles. Elle peine à faire le deuil de sa jeunesse disparue sous les bombes. « Ma vie d'avant me manque. Je regrette l'époque où je n'avais pas à lire dans les journaux le nombre de personnes tuées la nuit dernière ou quand j'ignorais quel bruit font les sirènes de bombardement. » Son débit de parole s'accélère. Les mots se bousculent, se heurtent, se confondent. Elle s'arrête, secoue la tête, et lâche dans un souffle : « Je n'arrive plus à être optimiste. Ça fait déjà deux putains d'années que ça dure. » Après plus d'un an d'exil, la culpabilité l'assaille. L'Ukrainienne a du mal à accepter qu'elle mène une « vie rêvée » à Londres alors que de nombreux compatriotes sont restés au pays, y compris sa famille. En septembre 2023, sa décision est prise : elle retourne en Ukraine et s'installe en Transcarpathie, dans l'ouest du pays. « Je voulais retrouver ma famille. Et avec le travail que je fais, je tenais à être présente. » Aujourd'hui, elle veut continuer à utiliser son influence sur les réseaux pour parler de la guerre, mais aussi d'« environnement », des « droits des femmes », des « gens qui peinent à finir leur mois » ou encore de la « corruption ». Et la photographie, alors ? Le sourire revient. Pourquoi pas ? Après tout, « la vie est imprévisible ». Seule une certitude demeure : « Mon cœur appartient à l'Ukraine ● »





# LEGIO PATRIA NOSTRA, les destins liés



Dieu-Merci, Snecider et Valentin, trois exemples de résilience.

## **La Légion étrangère, reconnue pour sa force combattante, accueille plus de 150 nationalités en son sein. Valentin, Dieu-Merci et Sneider viennent tous les trois d'un continent différent mais ont un point commun : ils ont tout quitté pour se construire ou se reconstruire dans ces troupes d'élite.**

TEXTE ET PHOTOS PAR CHARLOTTE LENNE

**I**l est 8 heures, au 4<sup>e</sup> Régiment étranger (RE) de Castelnaudary (Aude), le soleil pointe à peine le bout de son nez. Ses rayons n'ont pas encore éclairé les larges allées soigneusement entretenues et plantées de palmiers dans lesquelles on peut déjà croiser quelques militaires. Ici, les accents se confondent dans des conversations qui traitent, pour la plupart, de travail. La Légion étrangère est une unité militaire française composée de volontaires étrangers, fondée en 1831. Elle a participé à plusieurs conflits et est reconnue pour sa discipline stricte et son engagement. Son recrutement sélectif ainsi que son histoire riche en font une institution militaire unique. En entrant dans le bâtiment de l'état-major - où se trouvent les officiers traitants et leur secrétariat - un homme à la bonhomie sincère ouvre les portes de son bureau. Le lieutenant Valentin Ignatescu, 53 ans, est au 4<sup>e</sup> RE depuis 2022. Sa voix est captivante. Ses « r » roulés et ses yeux bleus profonds nous transportent vers les contrées carpatiques dans lesquelles il a grandi. En 1993, le jeune s'engage dans l'armée roumaine après avoir fait sa scolarité dans un lycée militaire. Mais en 1999, il démissionne. « Je me sentais comme un simple employé, je n'étais pas épanoui, je cherchais autre chose », commente le quinquagénaire, sans savoir que cet « autre chose » allait l'emmener bien au-delà de sa Roumanie natale. La même année, il passe les tests de sélection pour la Légion étrangère et s'engage finalement au mois d'août. « C'était un pari risqué. À l'époque, l'armée roumaine ne reprenait plus les militaires qui avaient démissionné et la Légion ne recrutait qu'un homme sur huit. C'était le prix à payer pour donner un nouveau sens à ma vie », avoue Valentin. À son arrivée en France, il passe par Paris puis Aubagne, dans les Bouches-du-Rhône, avant d'atterrir à Castelnaudary, passage obligatoire pour les futurs légionnaires. Pendant quatre mois, ils sont envoyés dans des fermes d'instruction, coupés de la vie extérieure. Exercices physiques, maniements d'armes, quelques

bases de français pour ces hommes venus de loin, tout est conçu pour les immerger dans leur nouvelle vie. « Le programme est intense. Mais on n'est pas seul, on est tous dans le même bateau. C'est là que j'ai compris le sens du mot camaraderie, avant je le connaissais mais je ne l'avais jamais ressenti », admet Valentin. Trente-quatre années de service plus tard, le sentiment d'accomplissement lui colle encore à la peau. Jusqu'à l'été dernier, il était chef de section pour des engagés volontaires à Castelnaudary, un rôle qu'il a pris à cœur. « On devient un peu leur père car ceux qui viennent de loin n'ont souvent plus de contact avec leur famille. J'en ai vu certains qui sortaient de la misère et on doit être là pour les aider, les guider dans cette nouvelle phase de leur vie. Je rends en quelque sorte ce que la Légion m'a offert », raconte le légionnaire. Et si la lumière est toujours aussi forte après 34 ans au sein de ces troupes d'élite, le lieutenant Valentin Ignatescu devrait, grâce à son travail et son dévouement, passer capitaine en 2025.

### **S'en sortir coûte que coûte**

L'adjudant-chef Sneider Landinez Serano, 44 ans, a choisi Lestino Josè en guise de pseudonyme de légionnaire. Un nom qui n'a pas été sélectionné au hasard, comme pour ne pas oublier ses racines colombiennes. Dans son bureau, des photos de lui en tenue militaire colombienne trônent au-dessus de son étagère à souvenirs. « Je ne veux pas oublier d'où je viens », lance le militaire en regardant ses petits grigris. C'est dans ce pays d'Amérique du Sud, à Yopal plus exactement, que cet homme au teint hâlé a grandi. Son enfance a été bercée par les récits de son père, un ancien soldat. Animé par la volonté de marcher sur ses traces, il passe par le lycée militaire et s'engage dans l'armée en 1997. En 2000, une grande réforme va bouleverser le visage de l'armée en Colombie en réduisant les effectifs dans les régiments. En 2003, Sneider Landinez Serano doit quitter l'armée et se retrouve au pied du mur... Avec un enfant de quelques mois et sa compagne. Il bataille pendant un an pour retrouver un travail, sans succès, se retrouvant obligé de vendre vêtements et chaussures pour faire vivre sa petite famille. « Pour moi, la lumière s'était éteinte », consent le légionnaire.

Mais un matin, un article de recrutement de la Blackwater (la société de sécurité privée américaine qui était intervenue en Irak, en 2004, à Bagdad) retient son attention. « Je postule sans réfléchir, je n'avais rien à perdre à cette époque-là », reprend vivement le quadragénaire. Quelques jours plus tard, le couperet tombe : le niveau d'anglais de Sneider n'est pas suffisant pour intégrer les troupes américaines. « Je ne sais pas ce qu'il s'est passé à ce moment-là, mais la personne qui s'occupait de mon recrutement m'a immédiatement proposé de m'aider, raconte le Colombien, il m'a emmené à l'ambassade française à Bogota. Une fois là-bas, on m'a donné un dossier à remplir avec toutes les modalités d'inscription de la Légion étrangère. Je n'ai pas hésité une seule seconde. » Pour rejoindre la France et avoir un passeport, il fait un emprunt de 3 000 dollars (2 785 euros). « C'était soit ça, soit j'étais condamné à mon sort en Colombie », défend-il. Le 7 avril 2005 à 10 h 30, il foule le tarmac de l'aéroport Charles-de-Gaulle à Paris. À midi, il est déjà au fort de Nogent-sur-Marne pour son recrutement. « J'ai pas traîné, je savais à quel point ça allait changer ma vie. » Tout s'enchaîne très vite pour le Colombien à qui la chance ne souriait pas autant jusqu'à maintenant. « Après ma formation j'ai accepté un premier contrat de cinq ans pendant lequel, à l'époque, je n'avais pas

le droit de joindre ma famille. Je suis parti de mon pays en y laissant mon fils, ma compagne et ma famille. Mais c'était le prix à payer pour leur offrir une meilleure vie. » Après ces cinq années passées en France, Sneider Landinez Serano retourne en Colombie. Il se passe avec sa compagne. « Je voulais lui montrer que la distance n'avait pas effacé mon amour pour elle et que j'avais fait ce choix pour leur bien », commente-t-il. Mais en retournant en France, le couple se sépare, « tant que je n'étais pas en CDI, je n'avais pas le droit au rapprochement familial et la distance était trop difficile à tenir ». Dix-neuf ans plus tard, la misère colombienne est loin derrière lui. Sneider a refait sa vie avec une nouvelle femme et a eu un enfant avec elle. Il pointe du doigt l'armoire de son bureau, entièrement décorée de photos de famille. Son sourire sur chacun des clichés avec son deuxième fils en dit long sur le bonheur qu'il éprouve dans sa « nouvelle vie ». Son premier fils a désormais 15 ans, il l'appelle tous les jours. Il a également gardé contact avec son ex-femme. « Avant je n'étais personne et maintenant, j'ai tout. La Légion a donné une autre direction à ma vie, je ne sais pas ce que je serais devenu sans. »

## Un combat avec soi-même

« Pour moi, tout part d'un défi », commence Dieu-Merci Matondo Masinga. Au lieu de profiter de la fin de ses vacances, il a tenu à venir au régiment pour nous raconter son histoire. Il parle lentement en choisissant tous ses mots. Le sergent dégage une étonnante plénitude et un calme qui inspirent la confiance. « Pourtant, j'étais loin d'être comme ça avant. »





Sneider Landinez Serano n'oublie pas son passé dans l'armée colombienne.

## « Avant je n'étais personne et maintenant, j'ai tout »

Dieu-Merci Matondo Masinga grandit dans l'admiration de son grand-père, ancien militaire enrôlé dans la bataille de Kolwezi, en République démocratique du Congo en 1978. Son histoire fascine le jeune Congolais mais rien à l'époque ne le prédestinait, lui aussi, à entrer dans l'armée. En 2014, c'est en regardant un reportage sur la Légion étrangère que le frère de Dieu-Merci le met au défi de rentrer dans ces troupes d'élite en échange d'un dîner dans un restaurant luxueux. Il accepte alors qu'il finit à peine un CAP en mécanique. Il réussit avec brio les premiers tests à Aubagne, ville du siège de la Légion. « Je me suis vite rendu compte qu'ici, on nous sépare de l'esprit civil pour nous faire entrer dans l'esprit militaire. À ce stade, ce n'était plus un défi, je comprenais que j'appartenais désormais à la Légion. L'amour que portent les légionnaires à cette armée est amplement justifié. Ça change des vies », raconte Dieu-Merci. Ce n'est qu'au milieu de l'entretien qu'il dévoile son passé. Avant d'intégrer l'armée, le jeune homme avoue

avoir eu quelques déboires. « J'ai commencé à faire des conneries quand je me suis installé. Je réglais tous mes comptes avec mes poings, j'étais un bagarreur incontrôlable, je pense que je ne savais pas canaliser mon énergie. » Le jeune homme n'aurait jamais imaginé se servir de sa force sous les projecteurs de l'armée, et pourtant, il est passé des règlements de compte dans la cité marseillaise aux rings de galas militaires. Quand ses encadrants voient son potentiel en boxe, ils lui proposent de commencer des entraînements sérieux. Il s'entraîne tous les soirs sans relâche. Il participe à des compétitions de plus en plus importantes et remporte des médailles. « J'ai fait trois galas de boxe pour une association des blessés de guerre, c'est une cause qui me touche beaucoup. Quand je suis sur le ring, je pense à rien. Je fais sortir mon esprit combattant et je me dis, si y'en a un qui doit perdre, ça sera pas moi », relève le Mohamed Ali de la Légion. Grâce à son talent de boxeur, il coache même des officiers : « Il n'y a pas de grade sur le ring », s'amuse le légionnaire. Papa d'un petit garçon né en 2016, il dit enfin « avoir trouvé la paix » dans sa vie. Une phrase qu'il n'aurait pas pensé prononcer quelques années en arrière. Tout comme Valentin Ingastecu et Sneider Landinez Serano, c'est à la Légion étrangère qu'il veut finir sa carrière militaire. Comme le dit la devise *Legio Patria Nostra*, [Patria au sens de famille, en latin, N.D.L.R.] les trois hommes ont trouvé leur famille pour la vie, celle qui a changé leur destin à tout jamais ●

# EXTINCTIONS

« Là où il y a de la  
lumière, il y a aussi  
de l'ombre »

Haruki Murakami



**Un**

**deux**

**trois**

**sommeil**





**Sa mort, son choix. Ce credo, l'association pro-euthanasie Ultime Liberté le défend depuis sa création en 2009. À la lumière, les adhérents militent pour faire évoluer la législation sur la fin de vie. Mais quand la loi se veut plus restrictive, l'association n'hésite pas à se salir les mains. Quitte à assurer une approche pratique de la question.**

TEXTE ET ILLUSTRATIONS PAR EMMA CALVET

**J**acqueline Salenson a une idée bien arrêtée de la mort idéale. L'ancienne normalienne est stoïcienne. À l'image de Sénèque, elle considère le suicide comme le degré le plus haut de la liberté du sage. Un héritage qu'elle tient de son père, « *self-made man* », à la fois artiste, graveur et électricien. Dans son appartement coloré, au premier étage du centre-ville de Gaillac (Tarn), Jacqueline sourit. La septuagénaire n'a plus de tabou sur le sujet. Elle en parle sans filtre, presque aussi gaiement que les tableaux chatoyants qui ornent son salon. À 78 ans, l'ancienne professeure de mathématiques désire être maître de son corps et de ses choix, comme elle l'a toujours été. Il en ira de même de sa mort. « J'ai eu un cancer du sein il y a cinq ans, raconte-t-elle. En cas de récurrence, je ne me soignerai pas. Je n'ai pas envie de retourner à l'hôpital et de subir des traitements épouvantables. »

L'euthanasie et le suicide assisté, regroupés sous le terme d'aide active à mourir, sont deux pratiques interdites en France. Dans l'Hexagone, la fin de vie est régie par la loi Claeys-Leonetti de 2016 autorisant le recours à la sédation profonde et continue pour « les patients atteints d'une affection grave et incurable et dont le pronostic vital est engagé à court terme ». En bonne santé, tant physique que mentale, Jacqueline ne peut prétendre à ce droit. Qu'importe, elle n'en a pas encore envie. L'ancienne fonctionnaire affectionne le bridge, qu'elle pratique deux fois par semaine. Elle

voit ses trois enfants et ses petits-enfants une fois par mois. Et aime la marche, même si, depuis qu'elle a une prothèse au genou, elle ne peut pas faire plus de 500 mètres sans avoir besoin de se reposer. « Mais dans deux, trois, cinq ans, qui sait ce qu'il va se passer ?, s'interroge-t-elle. Même si je ne suis pas malade, je veux décider du moment où partir. »

Pour se rassurer quant à sa mort, la septuagénaire s'est tournée vers ce qu'elle considère être son seul phare : l'acquisition d'une potion létale. Il y a quelques années - elle ne sait plus trop quand - Jacqueline a acquis du pentobarbital, un somnifère de la famille des barbituriques autrefois employé en anesthésie. À fortes doses, il est utilisé pour pratiquer l'aide au suicide dans les pays où cette pratique est légale. Cependant, le produit est interdit en France depuis 1996, sauf pour usage vétérinaire. Pour obtenir sa potion salvatrice, Jacqueline a fait appel à l'association Ultime Liberté.



qu'éclairer ses adhérents. Lorsqu'une personne appelle le secrétariat de l'association avec l'intention de mettre fin à ses jours, elle n'est pas seulement redirigée vers la Belgique ou la Suisse, pays où l'euthanasie et le suicide assisté sont légalisés. Deux membres d'Ultime Liberté – appelés « accompagnants » – rencontrent la personne concernée. « La plupart du temps, il s'agit d'un adulte isolé qui n'a pas l'habitude d'en parler, explique Patrice Bernardo. Il faut établir un climat de confiance et un temps de réflexion. » Il poursuit. « À la suite de ces rencontres, étalées sur plusieurs mois, si l'adhérent souhaite toujours mettre fin à ses jours, on lui donne une adresse sur laquelle il peut se procurer du pentobarbital, révèle sans la moindre gêne le co-président. Ces sites sont disponibles en quelques clics. Sur Internet, vous en avez 500. Nous, on a l'habitude de commander chez un fournisseur particulier. C'est cette adresse, vérifiée, que l'on communique. » L'association se veut agir dans un cadre légal. Car si elle transmet une adresse web aux adhérents, Ultime Liberté ne commande jamais à leur place. Et ne stocke donc pas leurs produits. « Pour éviter les problèmes avec la justice », souffle l'ancien kinésithérapeute.

## De la théorie à la pratique

Comme elle, ils sont près de 500 à contacter chaque année cette association militante dans l'espoir de voir leur souhait accompli. Créée en 2009 à l'initiative de Claude Hury, Armand Stroth et Jean Guilhot, d'anciens adhérents de l'Association pour le droit de mourir dans la dignité (ADMD) insatisfaits de la politique menée par l'association, Ultime Liberté milite pour faire évoluer la législation sur la fin de vie. Basé à Chaumont (Haute-Marne), le groupe revendique aujourd'hui 3 534 adhérents, dont la plupart ont entre 70 et 80 ans. Patrice Bernardo est co-président de l'association. Le kinésithérapeute retraité est référent de l'antenne Sud-Ouest, une zone qui s'étend de Bordeaux à Montauban. Le septuagénaire a ses habitudes dans un café de la place Saint-Sernin, à Toulouse. Aux Délices de Saturnin, il vient tantôt seul ou accompagné d'adhérents curieux, désireux de se rassurer quant à la fin de vie. Patrice Bernardo l'affirme, Ultime Liberté est une association loi de 1901. Donc légale. « On travaille sur le changement de la loi existante qui est insuffisante, détaille-t-il. On accompagne également les adhérents qui souhaitent mourir. Les malades, les condamnés... Mais aussi ceux qui souhaitent en terminer avec la vie. » Une différence majeure avec d'autres associations militantes pro-euthanasie qui défendent une aide active à mourir uniquement pour les personnes en fin de vie ou en phase terminale. Contrairement à ses camarades, Ultime Liberté se targue de faire un peu plus

## Le « Saint Graal »

Patrice Bernardo place sa confiance en *Pilule douce* [*The Peaceful Pill Handbook*], un ouvrage publié en 2006 par le professeur Philip Nitschke, président du groupe mondial pro-euthanasie Exit international, avec qui l'association est en contact. En 17 chapitres, le livre présente différentes façons de mettre fin à ses jours. Moyennant 86 euros (95 dollars) et un formulaire attestant de sa majorité, n'importe quel utilisateur peut télécharger le manuel en ligne sur le site d'Exit international. Le pentobarbital y est exposé comme le « Saint Graal des médicaments de fin de vie ». De ce fait, il demeure difficilement accessible. *Pilule douce* entend proposer à ses lecteurs différentes adresses de

revendeurs étiquetés comme « fiables ». C'est du moins ce que défend son créateur au téléphone, aujourd'hui basé aux Pays-Bas pour éviter la censure. « Les informations contenues dans le livre sont mises à jour chaque mois car les revendeurs changent régulièrement, affirme Philip Nitschke. Les substances sont testées dans un laboratoire à Barcelone. On vérifie que les potions létales soient pures, puis on met à jour notre livre et on prévient les associations. »

Jacqueline Salenson a connu de nombreux revendeurs. Depuis des années, elle possède un produit légal. « Pour se rassurer, au cas où... se défend-elle. Au début, c'était de la poudre en Chine. Puis on est passé par un revendeur au Mexique qui vendait du pentobarbital en fiole. » Le dernier en date, un certain « Marco » dont le nom change régulièrement, communique via la messagerie cryptée Proton. Patrice Bernardo le confirme, il s'agissait bien d'un trafiquant. « Au Mexique, il revendait 1 200 euros un produit qu'il achetait quelques euros... », laisse-t-il entendre. Malgré tout, Jacqueline suit la voie indiquée par Ultime Liberté et commande le produit via Western union. Elle reçoit alors un flacon étiqueté comme cosmétique pour passer la douane sans encombre. La fiole, au liquide transparent légèrement ambré, ressemble à n'importe quel flacon de gouttes oculaires. Jacqueline la rangeait dans sa table de chevet, avec ses autres médicaments. Aujourd'hui, elle n'en a plus. Elle l'a passée à une amie qui avait raté sa première tentative de suicide en ne buvant que la moitié du flacon. « Maintenant, c'est bien plus dur de s'en procurer », regrette-t-elle. Et pour cause, en juillet 2019, les autorités américaines transmettent aux autorités françaises un fichier de 125 acquéreurs de pentobarbital, exhumé de l'ordinateur d'un trafiquant de médicaments basé à San Diego, près de la frontière mexicaine. Durant plusieurs semaines, les gendarmes de l'Office central de lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique (Oclaesp) mènent l'enquête. Le 15 octobre de la même année, à l'aube, coup de filet général.

### « Les insoumis en charentaises »

Six heures du matin. Claude Hury et son mari Armand Stroh – alors présidents d'Ultime Liberté – sont réveillés par des coups frappés à la porte. Neuf gendarmes en civil se présentent à leur domicile de Chaumont. Cinq ans après, la septuagénaire visualise encore la scène : elle, assise sur une chaise. Son

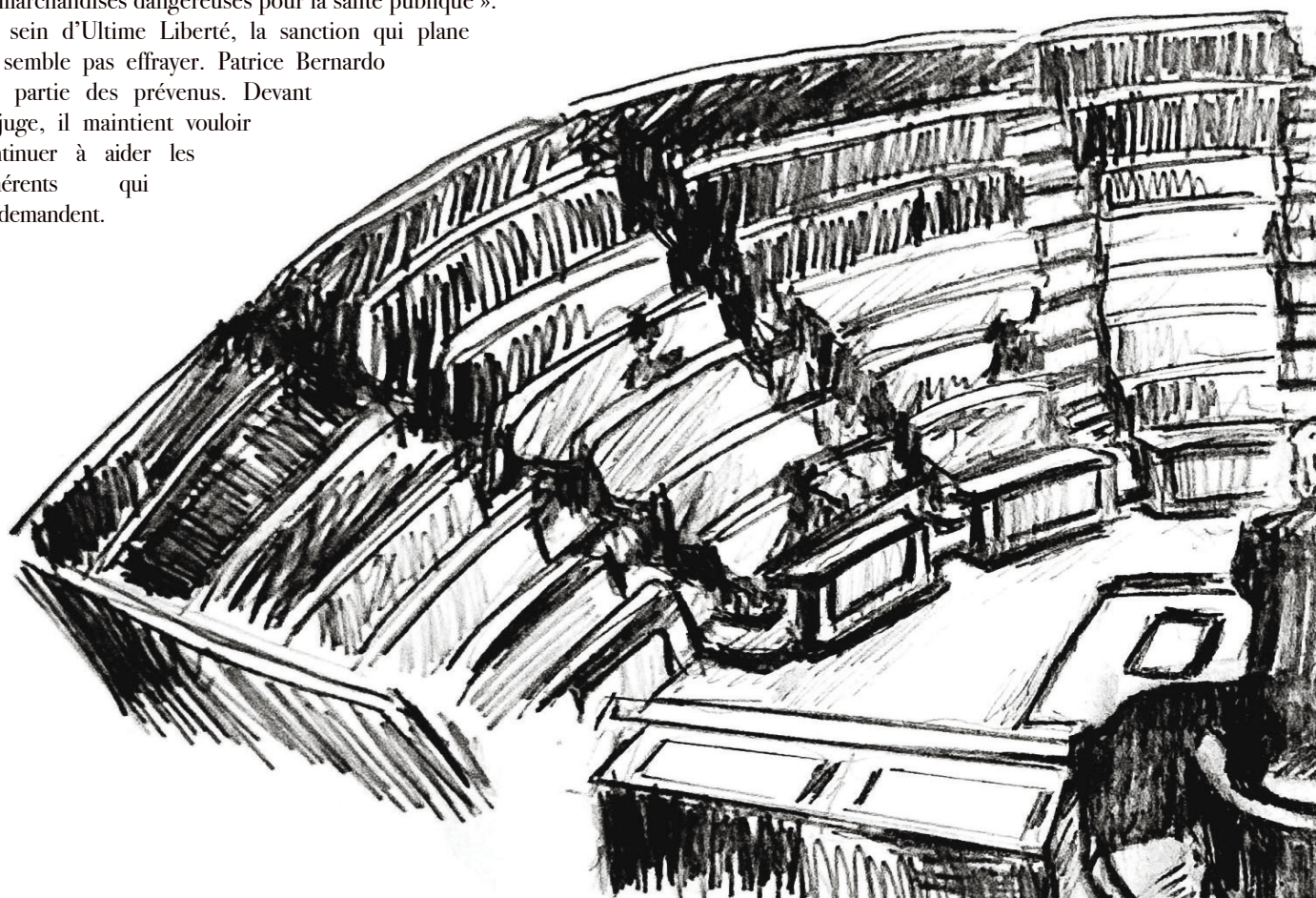


téléphone, confisqué, qui n'arrête pas de sonner. Au bout du fil, d'autres adhérents de l'association, perquisitionnés au même moment. Pendant neuf heures, la maison est fouillée de fond en comble. « Ils pensaient que j'étais la gourou d'une secte et que j'incitais les gens à mourir, se remémore-t-elle. Ils ont aussi cherché à savoir si on avait des stocks du produit que l'on revendait à nos adhérents. Or, ils n'ont rien trouvé puisque ça n'a jamais été notre but. » Au total, près d'une centaine de perquisitions sont effectuées dans l'Hexagone et 130 flacons de pentobarbital sont saisis par les autorités. « Une opération énorme, comme s'il s'agissait d'un trafic de drogue », s'exaspère Me Frédéric Verra, un des avocats de l'association. L'histoire se répète en janvier 2020. Sur décision d'un juge d'instruction du pôle santé du tribunal de Paris, les deux présidents sont placés en garde à vue et interrogés pendant 48 heures. Déjà âgés de plus de 70 ans, la retraitée et son mari ne se voient pas menottés. « Je pense qu'ils ont compris qu'ils avaient affaire à des "insoumis en charentaises". » L'ancienne institutrice aime bien cette expression publiée dans un article de presse de mars 2021, date de sa mise en examen avec dix autres membres de l'association pour « propagande en faveur de produits permettant de donner la mort, complicité d'importation, détention et acquisition de plantes classées comme psychotropes, complicité d'importation en contrebande de marchandises dangereuses pour la santé publique ». Au sein d'Ultime Liberté, la sanction qui plane ne semble pas effrayer. Patrice Bernardo fait partie des prévenus. Devant la juge, il maintient vouloir continuer à aider les adhérents qui le demandent.

Avec ou sans son autorisation, il ne s'est pas gêné pour le faire. Depuis que le pentobarbital est devenu plus difficile d'accès, l'ancien kinésithérapeute s'est tourné vers une alternative : le nitrite de sodium. Toujours conseillé par *Pilule douce*. « On avait une source en Pologne, mais au bout de trois mois, ça ne marchait plus, détaille-t-il. Le mari d'une adhérente a trouvé un revendeur au Portugal. Maintenant, on passe par ce fournisseur. »

## Dérive et châtement

La mort, une solution à tout prix ? Bernard Senet n'y croit pas. Le médecin fait également partie des dix prévenus mis en examen. Ancien adhérent de l'ADMD, il a suivi le wagon en 2009. « Par solidarité », avoue-t-il. Aujourd'hui, le docteur milite pour l'association Le Choix citoyen qui, à la différence d'Ultime Liberté, mobilise un avis médical dans ses décisions. Bien qu'il soutienne ses anciens camarades mis en examen, le professionnel se montre critique envers l'association. « La mort pour tous, je ne suis pas pour, déclare-t-il. L'avis d'un médecin est indispensable pour dire si une personne est dans une situation irréversible et mortelle. Comment juger, par exemple, quelqu'un souffrant d'une maladie mentale ? » À l'ADMD, on se montre plus incisif envers ces méthodes de l'ombre. « En plus d'entretenir une mafia, il n'existe aucune traçabilité du produit, argumente Philippe Lohéac, délégué général. On ne sait même pas si la personne qui l'a commandé à 15 ou 95 ans, est dépressive ou pas. » L'ancien assistant parlementaire compare ces agissements au cas de l'Oregon (États-Unis) où tout patient majeur ayant une espérance de vie de moins de six mois peut s'auto-administrer une dose mortelle. « Certaines personnes, seules, prennent mal ce produit qui



a un goût infect, décrit-il. Elles peuvent n'en boire que la moitié, ce qui engendre une agonie qui peut durer des jours. Je ne vois pas bien la dignité dans ce cas. » Patrice Bernardo y consent : chez Ultime Liberté, on désapprouve lorsqu'un adhérent décide de se suicider seul. Si, selon son expérience, moins de 10 % des personnes qui ont un produit légal l'utilisent, certaines tentatives échouent. Mais pour Me Arnaud Levy-Soussan, également avocat d'Ultime Liberté, ses clients ne sont pas dans l'illégalité. « Le fait d'accompagner les gens et d'expliquer comment peut se dérouler la mort n'est pas interdit par la loi, assurait-il fin 2022. Ce qui est interdit, c'est de faire l'apologie du suicide et de détenir certains produits. Pour ces dernières accusations, l'annulation de la loi est revendiquée afin qu'elle puisse évoluer. » Claude Hury s'en réjouit. Elle se revoit dans sa maison perquisitionnée, ce 15 octobre 2019, dire au capitaine de gendarmerie : « C'est parfait, on va avoir un procès et être mis en lumière. En France, les lois avancent comme ça. »

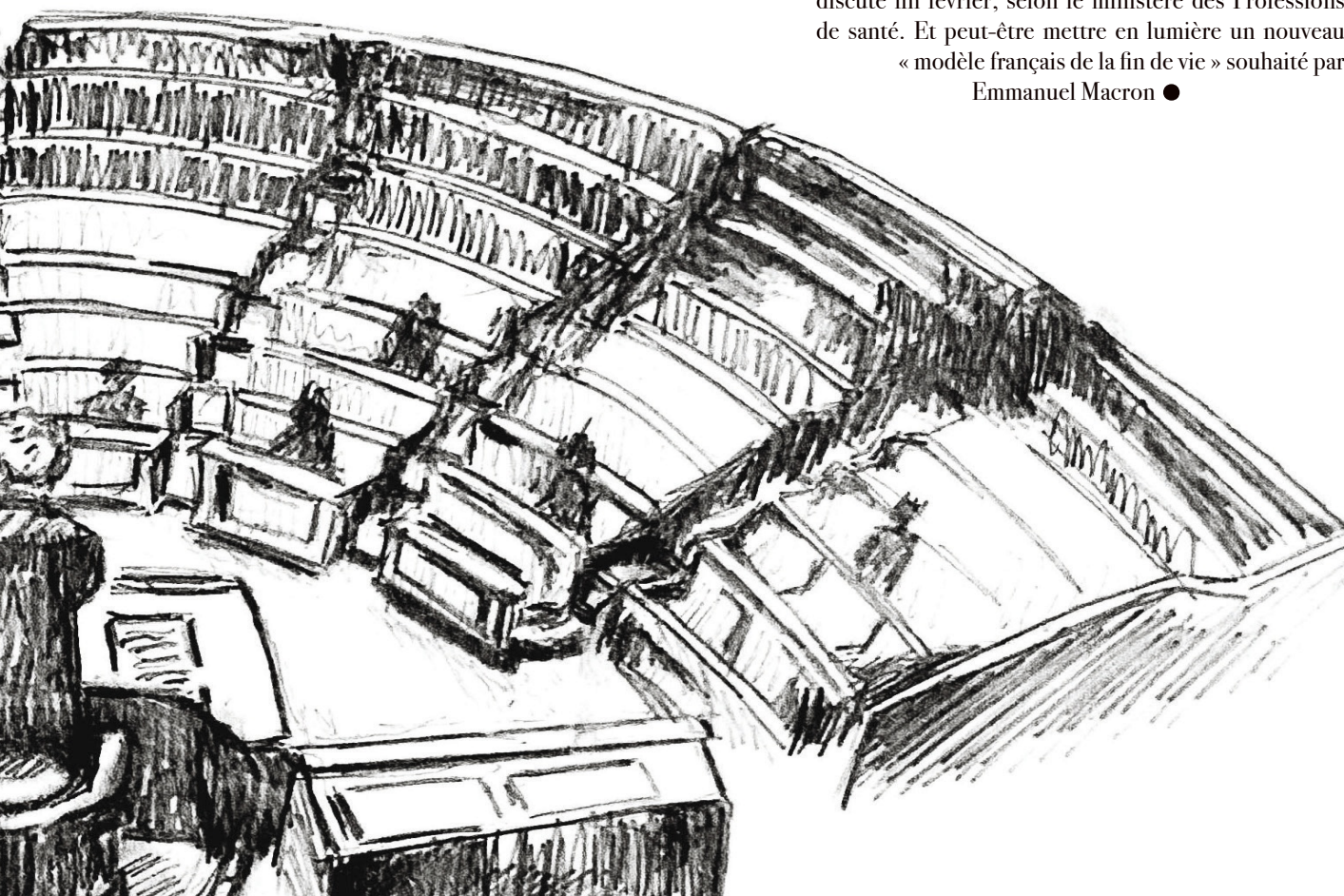
### *Dura lex, sed lex ?*

La loi est dure mais c'est la loi. Au téléphone, le député Olivier Falorni (MoDem) se montre inflexible. Il est un législateur et ne peut en aucun cas valider les agissements de l'association Ultime Liberté. Même s'il avoue partager certains combats phares. Le premier : un nouveau droit sur la fin de vie. Ouvrant le débat sur une possible modification de la loi Claeys-Leonetti, le président de la République a annoncé, le 13 septembre 2022, le lancement d'une convention citoyenne. Après quatre mois de travaux débutés en décembre de la même année, les participants se sont prononcés à 76 % pour

l'aide active à mourir. Si l'ADMD se réjouit d'y avoir participé, Ultime Liberté n'a, quant à elle, pas été conviée au débat. Et ce malgré ses demandes. « Peut-être parce que l'on est trop radical », suppose Patrice Bernardo. Emmanuel Macron s'est donc engagé à présenter un projet de loi en Conseil des ministres avant la fin de l'été 2023. Reporté une première fois en septembre, puis en décembre, le texte n'est toujours pas à l'ordre du jour. Mais à l'Assemblée, certains entendent bien débattre de cette forme « d'hypocrisie » sur la fin de vie avant les élections européennes. « Quand j'entends dire qu'une nouvelle loi risquerait d'engendrer des dérives, je dis de regarder plutôt la réalité cachée de nos sociétés, lance Olivier Falorni. Les euthanasies clandestines se font déjà. Je veux que l'on ait une loi claire et transparente. » Sarah Dauchy le souhaiterait aussi. En tant que directrice du centre national pour les soins palliatifs et la fin de vie, la psychiatre pointe du doigt la négativité engendrée par les situations de fin de vie. La professionnelle se montre formelle : une situation de perte d'autonomie ne génère pas forcément une volonté de mourir. « Cela mène des collectifs à se désolidariser de ces personnes en véhiculant des idées telles que « si j'étais handicapé, je ne voudrais pas vivre cette vie », déplore-t-elle. Preuve étant, les patients qui ont accès à l'aide active à mourir dans les pays où cette pratique est autorisée, n'y cèdent pas nécessairement. »

En 2018, l'Oregon health authority a publié une étude sur l'application du suicide assisté dans cet État des États-Unis. Sur 249 personnes qui ont reçu des ordonnances pour se procurer des doses létales, 168 ont eu recours au suicide assisté. Ce faisant, 81 personnes n'ont pas passé le cap fatidique ; soit 30 % des patients ayant eu le droit à l'aide active à mourir. En France, le projet de loi devrait finalement être discuté fin février, selon le ministère des Professions de santé. Et peut-être mettre en lumière un nouveau « modèle français de la fin de vie » souhaité par

Emmanuel Macron ●



# Cold cases, affaires classées ?

**Leurs proches ont été tués ou ont disparu il y a parfois des décennies. Ils vivent, ou survivent, dans l'attente d'un rebondissement, d'une réponse. Créé en 2022, le pôle « cold cases » de Nanterre leur permet de nourrir cet espoir en relançant des enquêtes non résolues... parfois sans succès.**

PAR MATHILDE LUCZAK / PHOTO : PAUL GUYO

## 28 ans

que Claudine Albira attend une réponse. Le 28 août 1995, ses tantes, Marcelle et Claudine Nougué-Cazenave, sont assassinées dans leur bistrot à Pau (Pyrénées-Atlantiques). Le parquet de Pau ouvre une enquête mais les premières investigations se révèlent infructueuses. Le dossier Nougué-Cazenave, non élucidé, est alors classé « cold case » avec l'ordonnance d'un non-lieu en 1999, rejoignant ainsi la haute pile de ceux que l'on range dans les caves des palais de justice. Mais en mars 2022, l'espoir renaît : la justice décide d'ouvrir un pôle « cold cases » au tribunal judiciaire de Nanterre. Sa mission ? Apporter un regard neuf aux affaires non résolues et rouvrir des portes que les premières investigations avaient fermées. Fin 2022, la section de Nanterre accepte le dossier Nougué-Cazenave. Claudine Albira y voit un espoir

inespéré de relancer le dossier du meurtre de ses tantes. « C'est extraordinaire, opine son avocat, Me Vincent Poudampa. Cela signifie qu'il y a eu reconnaissance d'une problématique. » Pourtant, l'enquête piétine. Claudine Albira trouve le temps long. Son avocat ne passe pas par quatre chemins : « No pasa nada. » D'après lui, le pôle « cold cases » ne les relance « que pour (leur) dire qu'ils n'ont pas progressé ». S'il reconnaît que l'ancienneté du dossier Nougué-Cazenave, notamment « les scellés usés », complexifie les recherches, l'avocat se montre acerbe vis-à-vis du pôle : « Il n'y a pas d'enquêteurs, pas de boîtes aux lettres... En bref, c'est une coquille vide. » Le constat est à peu près similaire du côté de Marie-Rose Blétry, présidente de l'association Christelle : « Pour les familles, cela faisait des années et des années qu'il ne se passait rien. Le pôle aurait pu leur donner cet espoir... Mais en deux ans, il ne s'est presque rien passé. » Marie-Rose Blétry est la mère de Christelle, 23 ans, violée et tuée de 123 coups de couteau, en 1996, à Blanzy (Saône-et-Loire). Si le meurtre de sa fille est résolu depuis 2017, Marie-Rose Blétry a fondé l'association Christelle pour épauler les proches qui, comme elle, se battent avec la justice pour obtenir une réponse. « En bientôt deux ans, l'association a transmis cinq dossiers au pôle de



Face à la prolifération des dossiers, le pôle « cold cases » peine à avancer.

Nanterre. On a mis un temps phénoménal pour qu'ils soient acceptés. On n'arrive pas à expliquer aux familles pourquoi les délais sont aussi longs », déplore-t-elle. Il faut se tourner vers la structure du pôle pour comprendre cette interminable attente. Avec trois magistrats et trois greffières missionnés à temps plein sur quelques centaines de dossiers, le pôle manque de moyens, à commencer par son effectif. Pas de secrétariat, pas d'accueil, un an que Sabine Khéris, la magistrate qui chapeaute le pôle - et qui n'a pas souhaité nous répondre -, demande deux agents de liaison... en vain. « Les magistrats, c'est bien, mais sans enquêteurs, il n'y a pas de travail de terrain », constate, en outre, Marie-Rose Blétry. L'avocat spécialisé dans les affaires de « cold cases », maître Didier Seban, dénonce le désintérêt manifeste de la hiérarchie dans la plupart des ressorts judiciaires du pays. « Les autorités de police et le ministère de l'Intérieur priorisent ce qui se passe dans l'immédiateté. Les points de deal, les rodéos urbains. Il n'y a donc plus d'effectifs pour travailler sur les crimes du passé car ce sont des affaires qui prennent du temps. » L'avocat du père d'Estelle Mouzin ne décolère pas. Vingt ans que la famille de la fillette de 9 ans, disparue à Guermantes (Seine-et-Marne) en janvier 2003, avait insisté pour que la piste de Michel Fourniret soit étudiée.

Les policiers de la Police judiciaire de Versailles, chargés de l'enquête, avaient fait la sourde oreille avant que le tueur en série ne passe aux aveux en 2020. « Il a fallu 20 ans de combat pour que Monique Olivier [ex-femme et complice de Michel Fourniret N.D.L.R.] soit jugée. Pourtant, l'affaire Estelle Mouzin est l'une des plus médiatisées en France. Pour celles qui sont moins connues, c'est le chemin de croix », déplore Didier Seban. « Le chemin de croix » des familles en quête de vérité peut prendre des tournants frustrants. Car la raison d'être du pôle « cold cases » peut être aussi de pallier les défaillances d'un dossier causées par l'enquête préliminaire. Scène de crime souillée, indices perdus, tant d'éléments qui, *in fine*, ne permettent pas de rattraper une piste inexplorée ou un témoignage manqué. Difficile de quantifier les familles de victimes abandonnées à leur désarroi. « Chaque année, on compte près de 900 homicides en France, évalue Didier Seban. Environ 60 à 70 % sont jugés donc il y en a près de 300 qui ne sont pas résolues. Sur dix ans, cela fait 3 000 affaires. » L'espoir des familles repose, malgré tout, sur le pôle de Nanterre car, comme le confesse Michel Bluzet, père de Virginie Bluzet, tuée en 1997, et dont l'affaire a été reprise par le pôle, il s'agit de la « dernière chance » de vérité ●

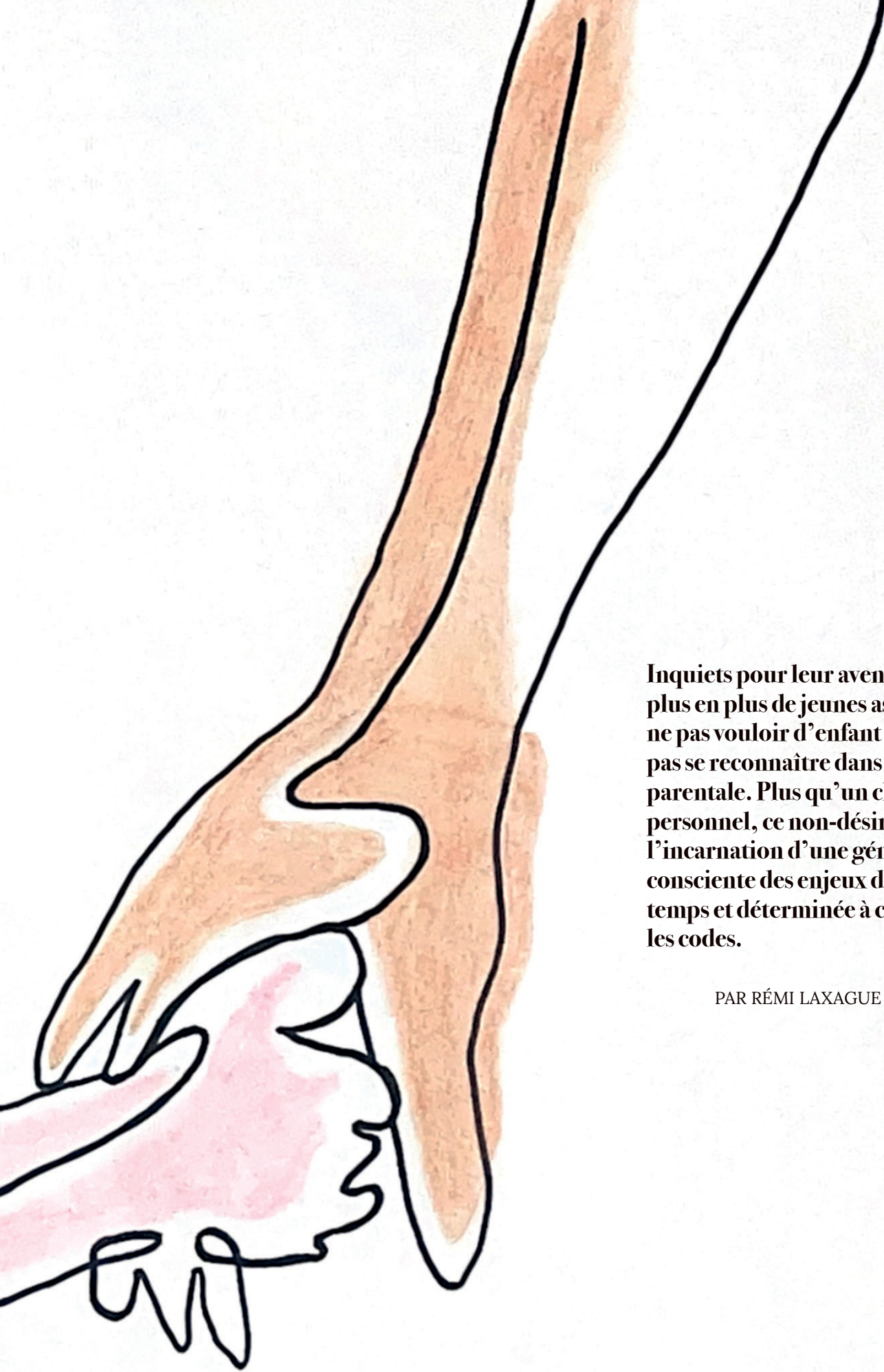
**C**iao

**b**aby !



©Charlotte Lemme





**Inquiets pour leur avenir, de plus en plus de jeunes assument ne pas vouloir d'enfant et ne pas se reconnaître dans une vie parentale. Plus qu'un choix personnel, ce non-désir est l'incarnation d'une génération consciente des enjeux de son temps et déterminée à changer les codes.**

PAR RÉMI LAXAGUE

**L**es témoignages se succèdent et décrivent tous le même phénomène, nomment les mêmes maux, font part d'un même constat. « Aujourd'hui, je n'ai aucune envie d'avoir des enfants. » « Avoir des enfants dans le monde dans lequel on vit, est-ce que c'est un cadeau à leur faire ? » « Je me demande si ça vaut le coup. » « Je ne me reconnais pas du tout dans le modèle familial traditionnel. » Toutes les personnes interrogées ont entre 20 et 25 ans. Elles font partie des jeunes, de plus en plus nombreux, à revendiquer leur non-désir de parentalité. En 2022, un sondage de l'Institut français d'opinion publique (Ifop) indiquait que 13 % des Françaises âgées de 15 ans et plus préfèrent une vie sans enfant, alors qu'en 2010, une étude de l'Institut national d'études démographiques (Ined) montrait que seulement 4,3 % des femmes - et 6,3 % des hommes - disaient ne pas désirer de progéniture. La proportion est donc passée du simple au triple pour les femmes. Le tout, en une seule décennie. Ces déclarations s'inscrivent au sein d'un climat dans lequel faire des enfants semble parfois passé de mode, en témoigne la baisse continue de la natalité depuis 2011 en France. Ainsi, en 2023 et pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le nombre de naissances a chuté de 6,6 % dans l'Hexagone, passant sous la barre symbolique des 700 000 par an, selon l'Insee. « Pour fonder une famille, il faut avoir de l'espoir. Or les jeunes générations sont peut-être plus habitées par l'inquiétude quant à leur avenir », commente Catherine Scornet, maîtresse de conférences en sociologie et démographie à l'Université d'Aix-Marseille.

## Peur du lendemain

Le contexte actuel, marqué notamment par une forte inflation, la guerre en Ukraine ou au Moyen-Orient et le réchauffement climatique, crée une ambiance de « peur du lendemain », résume Tom, 24 ans. Le jeune homme, ingénieur dans le bâtiment, vit avec sa copine et leur petit chien depuis deux ans sur la côte basque. Le cadre de vie est idéal, son salaire « correct », le logement « spacieux ». De quoi se projeter sans trop de difficulté sur une vie de famille aurait-on pensé à une autre époque. Pourtant, si toutes les conditions semblent réunies pour être heureux, Tom fait part de son inquiétude. « Pour le dire vulgairement, j'ai le sentiment que l'être humain nique la planète. Je suis déjà inquiet pour ma propre vie, j'ai du mal à me projeter sur ce que va être le monde ne serait-ce que dans 50 ans. C'est-à-dire quand mes potentiels enfants en auraient 30 ou 40. La question peut se poser pour leur survie, je n'exagère pas. » Son constat est partagé par Gabrielle, 23 ans, étudiante

à Toulouse. La jeune femme a pourtant grandi au sein d'une famille dans laquelle « il est normal de faire des enfants à cet âge », ses parents l'ayant eue à 24 ans. Lors des repas de famille, les oncles et tantes – qui ont eux aussi été parents très jeunes – lui font quelques « blagues et remarques », demandent quand arrive l'heureux événement. Mais face à ces petites pressions, loin d'être anodines, Gabrielle préfère rester fidèle à son modèle et s'écarter de celui dans lequel elle a grandi. « On ne peut pas faire comme si on ne savait pas. Aujourd'hui, tu sais que ton enfant n'aura pas la même vie que toi, qu'il va connaître des étés insupportables, une vie très compliquée. Si je faisais un bébé dans ce monde-là, je me dirais : "J'ai condamné un enfant à une vie horrible et, pire encore, je le savais". » « Je n'ai pas envie de faire un gosse pour le voir dans 20 ans devoir se battre pour choper son pack d'eau de la semaine, renchérit Amy, 25 ans. En plus, la situation politique mondiale me semble trop instable depuis quelques temps pour envisager de fonder une famille que j'aurais sûrement à sauver en cas de 3<sup>e</sup> guerre mondiale. » Comme Tom, Gabrielle et Amy, 74 % des Français de moins de 25 ans jugent l'avenir effrayant selon une étude publiée par *The Lancet* en 2021. Dans une autre enquête, menée par l'Ifop en 2022, les moins de 35 ans étaient presque deux fois plus nombreux que la population globale à déclarer que la crise climatique impactait leur désir d'enfant (42 % des moins de 35 ans, contre 22 % de la population générale).

## L'adoption comme fausse solution

Peu encline à donner naissance à un enfant, Gabrielle songe à une alternative : l'adoption. « Si j'adopte, c'est un bébé déjà né et qui n'avait déjà pas une vie très rose. Donc, je ne créerais pas un nouveau "problème". Et puis c'est tout aussi beau émotionnellement

**« Si je faisais un bébé dans ce monde-là, je me dirais : "J'ai condamné un enfant à une vie horrible" »**



Amy et Tom, tous deux inquiets pour l'avenir de la planète, n'envisagent pas d'avoir des enfants aujourd'hui. © Paul Guyot © Manon Andrieu

de devenir parent de cette façon », avance-t-elle. Mais cet espoir de faire famille autrement a, dans son cas, bien vite été tué dans l'œuf par la complexité des démarches. « Je me suis documentée, j'ai regardé comment il fallait faire pour adopter mais c'est un vrai parcours du combattant. Les démarches sont longues, compliquées et n'assurent aucun résultat », souffle-t-elle, désabusée. Elle n'est pas la seule à perdre espoir face à cette alternative pourtant séduisante. Selon Sergine Ponsard, membre de l'EFA 31, branche de l'association Enfance et familles d'adoption en Haute-Garonne, « il y a aujourd'hui davantage de parents qui souhaitent adopter que d'enfants à adopter ». Ce qui explique en réalité le très fort ralentissement des adoptions internationales (entre pays étrangers) en France, surtout depuis la signature, en 1993, de la Convention de La Haye qui stipule que les enfants doivent en priorité rester dans leur pays d'origine. D'autres pays, en mal de moyens, ne parviennent même pas à mettre en place les infrastructures d'adoption nécessaires. Ces éléments combinés ont participé

à faire passer l'adoption internationale du nombre de 3 847 en 2005 à 232 en 2022 sur le territoire hexagonal. Les chiffres de 2023 n'ont pas encore été publiés mais ils pourraient suivre cette tendance.

## Les paroles et les actes

S'ils sont représentatifs d'une époque et d'une pensée, les différents propos mentionnés ne concernent, pour l'instant, que des projections sur l'avenir. De là, aux actes, il y a encore un fossé, remarquent plusieurs experts. « Il faut être prudent sur la baisse de la natalité qui pourrait être provoquée par des refus de parentalité. En réalité, ce n'est probablement pas une désaffection mais un décalage, remarque Chloé Tavan, chercheuse à l'Insee. L'idée n'est pas de ne plus faire d'enfant mais d'en faire plus tard. » En effet, les chiffres donnés par l'Insee démontrent que l'âge moyen des mères au moment de l'accouchement est de 31 ans, contre 28 en 1994, soit un recul de trois ans en trois décennies. Il était de 22 ans il y a un siècle. Surtout, « il reste encore difficile de conclure de manière définitive que les gens qui ne veulent pas d'enfant n'en feront effectivement pas. » Pour cela, il faudra attendre que la jeunesse actuelle arrive à la quarantaine pour en tirer des conclusions plus réalistes. Le temps, peut-être, pour cette génération désenchantée de retrouver espoir ●



**LA PRESSE LOCALE EN**

**CHUT**

TEXTE ET INFOGRAPHIE PAR PAUL GUYO

**E LIBRE**

**Depuis 2005, les États-Unis ont perdu près d'un tiers de leurs journaux. Cette crise, qui touche tous les états du pays, n'est pas sans conséquences pour les Américains. Quelques initiatives politiques et philanthropiques ont vu le jour pour y remédier.**

# C'est

une crise sans précédent dans laquelle s'enfoncent le pays de l'Oncle Sam. Depuis 2004, les États-Unis ont perdu pas moins de 2 100 organes de presse locale. C'est le constat de l'ONG PEN America, qui milite pour la protection des droits de l'Homme et de la liberté d'expression. Aujourd'hui, ils sont 1 562 comtés à n'avoir accès qu'à un seul média local, qu'il soit papier, web, radio ou télévisé. Pire encore, 204 comtés n'en comptent aucun. Plus d'un Américain sur cinq vit dans une région avec peu, voire aucun accès à une information de proximité, selon un rapport de l'Université Northwestern d'Evanston publié en 2022. « Notre pays est toujours plus divisé entre ceux qui résident [...] dans des communautés où les médias locaux sont abondants, et ceux qui n'en ont pas », peut-on lire en ouverture du document.

Ces secteurs sans organe de presse ont un nom : les déserts médiatiques. Il s'agit d'« une communauté [...] où ses habitants ont un accès limité à une information crédible et complète qui nourrit la démocratie à la racine », selon Penelope Muse Abernathy, professeure de journalisme à l'Université Northwestern. Depuis 2015, cette ancienne journaliste et son équipe de chercheurs étudient cette crise et publient chaque année le State of Local News Project, rapport sur l'état des journaux locaux américains. Et si le projet a vu le jour il y a presque une décennie, il faut encore remonter dans le temps pour trouver les origines du problème. La crise économique de 2008 et le passage au numérique au début des années 2000 ont particulièrement affecté les journaux américains, notamment en tapant là où ça fait mal, au niveau des revenus publicitaires. « Les journaux gagnaient bien plus d'argent quand ils publiaient des publicités qu'ils ne le font aujourd'hui avec leurs sites internet », explique Sarah Stonbelly, directrice de recherche au State of Local News Project. Selon l'agence en marketing digital SITE Search, les prix d'entrée pour une publicité dans un journal local débutent à environ

200 dollars (186 euros). Sur internet, il faut compter 25 dollars (23 euros) pour mettre en avant un post Facebook. L'arrivée des géants de la tech n'a rien arrangé. « De grandes entreprises comme Google et Meta occupent un large pourcentage des publicités sur internet », avance Sarah Stonbelly.

Elle rappelle également que les journaux ne se limitaient pas qu'à diffuser de l'information, mais proposaient d'autres services : « Vous y trouviez des annonces pour vendre votre maison, des offres d'emplois, vous aviez accès aux dernières évolutions de la Bourse ou des bulletins météo. » Des annonces qui ne sont dorénavant plus disponibles dans les journaux. « Tout ça est aujourd'hui fragmenté sur divers médias de niche que les gens préfèrent consulter directement. »

## Des médias désossés

Les journaux sont également victimes de certaines méthodes de fonds d'investissements. Ces derniers rachètent des médias en difficulté, licencient une partie du personnel avant de les fermer définitivement lorsqu'ils ne sont plus rentables. Une « pratique récurrente » aux États-Unis, d'après Sarah Stonbelly. Le cas du Chicago Tribune est emblématique. Fondé en 1847 et auréolé de 28 Prix Pulitzer, ce quotidien est racheté en mai 2021 par le fonds d'investissement Aiden Global Capital. Deux jours seulement après le rachat, un quart des effectifs avait été licencié. La rédaction, installée depuis 1925 dans la Tribune Tower, joyau d'architecture néogothique, a désormais investi un entrepôt d'une zone industrielle de la ville. Pour la chercheuse américaine, ces rachats ont un but bien précis : « En achetant des organes de presse, ces fonds d'investissements acquièrent aussi des biens immobiliers. Beaucoup de rédactions se situent dans de beaux et anciens bâtiments en plein centre-ville qui aujourd'hui valent des millions de dollars pour de la location, par exemple. »

## Corruption et désintérêt politique

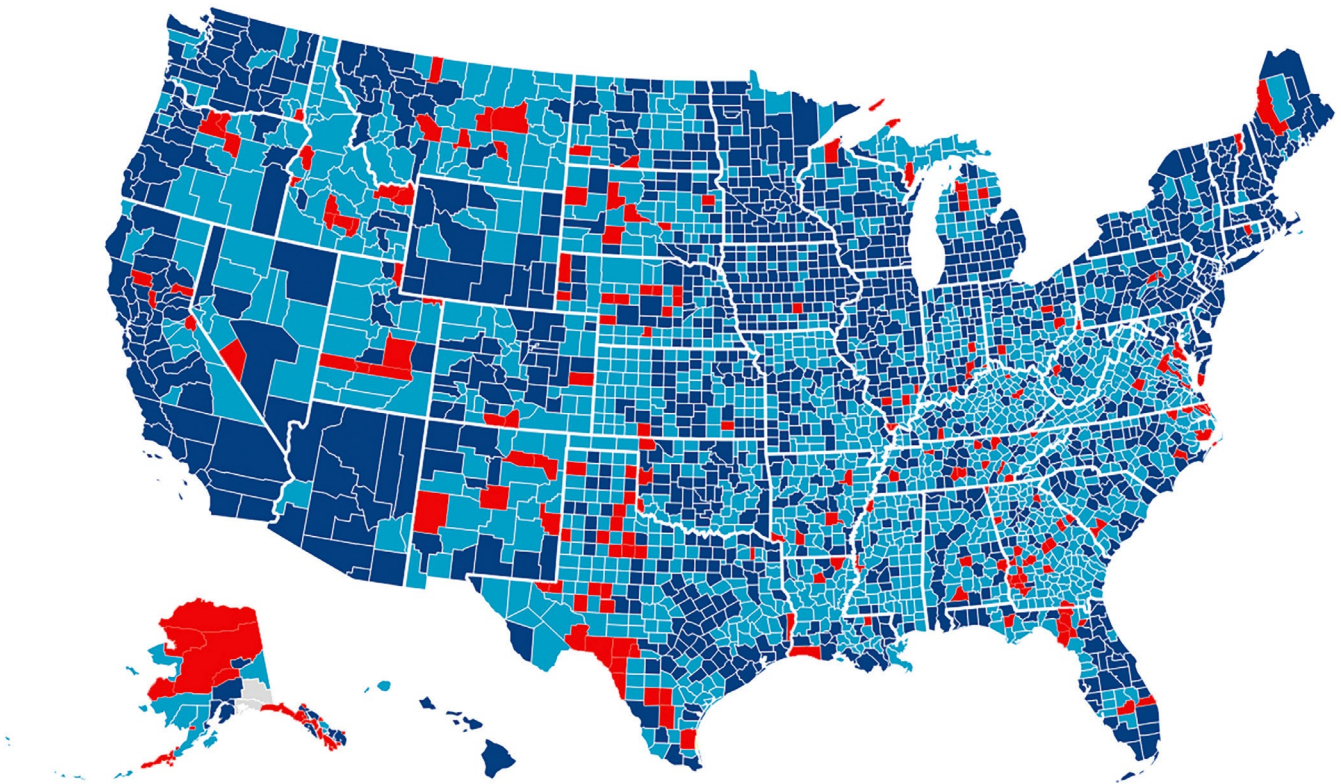
Dans les déserts d'information, les conséquences sont multiples et peuvent apparaître comme évidentes. « Les gens n'ont plus d'informations à propos des

**« La participation aux élections s'effondre dans les communautés sans journalisme local. »**

# LE PAYSAGE MÉDIATIQUE LOCAL AMÉRICAIN

204 comtés aux États-Unis n'ont aucun média local présent sur leur territoire.  
1 562 autres n'en ont qu'un seul.

■ Zéro média   ■ Un média   ■ Deux médias ou plus



écoles, des entreprises locales ou de qui se présentera aux prochaines élections municipales », avance la directrice de recherche. Mais il y en a d'autres, plus subtiles : « Il y a moins de candidats à des postes politiques, la participation aux élections s'effondre dans les communautés sans journalisme local. » Un danger, à moins d'un an des prochaines élections présidentielles. La corruption, aussi bien des gouvernements locaux que des entreprises, serait également en augmentation dans ces zones-là, selon Ted Matherly, professeur à l'université Michael F. Price et Brad Greenwood, enseignant à l'université George-Mason, qui ont publié une étude commune à ce sujet. « Lorsque des journaux d'investigation ferment leurs portes, le niveau de corruption politique augmente dans les territoires qu'ils couvraient », ont-ils écrit en se basant sur des données qui portent entre 1996 et 2019, constatant une augmentation de 7,4 % des affaires de corruption dans les secteurs où des journaux avaient fermé. Il y a cependant de quoi rester « optimiste », pour Sarah Stonbely : « De nombreux modèles d'affaires apparaissent dans les médias, comme des boucles SMS, qui sont très intéressantes pour les lecteurs.

De l'argent est également investi dans ce secteur. » En 2023, plusieurs initiatives pour soutenir la presse locale ont vu le jour. En septembre, 22 associations ont créé PressForward, un fonds d'aide à la presse locale. Avec 500 millions de dollars sur cinq ans, il est soutenu par les plus grandes fondations philanthropiques du pays. Son objectif est de déclencher une « renaissance de la presse locale » pour en faire une « force de cohésion sociale ». Côté législatif, la républicaine Claudia Tenney et la démocrate Suzan DelBene, deux élues de la Chambre des représentants à Washington, ont présenté un projet de loi pour aider la presse locale. D'après leur texte, les magasins et les restaurants payant pour de la publicité dans des journaux locaux pourraient recevoir jusqu'à 5 000 dollars de réduction d'impôts la première année, puis jusqu'à 2 500 dollars par an les quatre années suivantes. Idem pour les médias locaux qui recruteraient des journalistes : ils seraient exemptés d'impôts jusqu'à 25 000 dollars par employé la première année, puis à hauteur de 15 000 dollars par an les quatre années suivantes. Enfin, en Californie, l'assemblée de l'État a commencé à examiner un projet de loi pour prévoir une compensation des géants de la tech tels que Google ou Facebook, comme c'est le cas en Europe ●



Charlotte Lenne



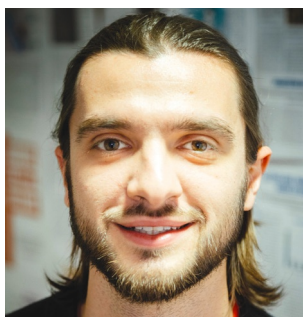
Mathilde Luczak



Rémi Laxague



Emma Calvet



Maxence Daguier



Alexane Marcel



Paul Guyo



Agnès Polloni

## L'équipe

**Directeur de la publication**  
Pierre Ginabat

**Directrice de la rédaction**  
Virginie Peytavi

**Rédactrices en chef**  
Charlotte Lenne et Mathilde Luczak

**Rédacteurs**  
Emma Calvet, Maxence Daguier, Paul Guyo, Rémi Laxague,  
Charlotte Lenne, Mathilde Luczak, Alexane Marcel et Agnès Polloni

**Remerciements**  
Esteban Bei, Kenza Ben Ali, Charline Guerton-Delieuvin et  
Sandrine Lucas

**Imprimeur**  
Maugein Imprimeurs



école  
de journalisme  
de Toulouse